

T. Derbent

LA RÉSISTANCE COMMUNISTE ALLEMANDE (1933-1945)

SOMMAIRE :

1. Introduction : une résistance introuvable (p. 2)
 2. Le KPD face à la montée de l'hitlérisme (p. 3)
 3. En exil, en Espagne (p. 6)
 4. Les organisations clandestines du KPD en Allemagne (p. 9)
 5. Le KPD dans les pays occupés (p. 13)
 6. Les réseaux spéciaux d'espionnage et de sabotage (p. 16)
 7. Le Comité « Allemagne libre » (p. 17)
 8. Jusque dans les camps (p. 20)
 9. Leçons d'une résistance, raisons d'un déni (p. 22)
- Notes (p. 24)

Selon l'histoire officielle, la résistance allemande au nazisme fut le fait de quelques humanistes isolés, comme les étudiants de la « Rose blanche » et des officiers qui tentèrent de ruer Hitler le 20 juillet 1944. La résistance communiste est tenue pour inexistante. Et pourtant...

Des saboteurs qui envoient par le fond des dizaines de navires, des propagandistes qui publient et diffusent la presse clandestine du premier au dernier jour du III^e Reich, des guérilleros qui résistent victorieusement aux détachements SS, des taupes qui informent quotidiennement l'Armée rouge des plans de bataille hitlériens, des ouvriers qui envoient au rebut la production de toute une année d'une usine aéronautique... Dans les usines, les prisons, les maquis, la résistance antinazie des communistes allemands a été menée dans des difficultés inconcevables et au prix de sacrifices inouïs. Cette lutte constitue une page de gloire, mais aussi une expérience précieuse — ce qui permet d'expliquer les misérables mensonges de l'histoire occidentale à son sujet.

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 2008 aux Editions Aden.

WWW.MARXISME.FR

À ma mère, une antifasciste
À mon père, un antifasciste
Chacun à sa manière
T.D.

1 — Introduction : une résistance introuvable

À en croire Claude David, « jusqu'en 1938, il n'y eut en Allemagne aucune résistance organisée ». ¹ C'est aussi l'avis d'Alain Desroches qui en attribue la naissance, en 1939, à des aristocrates et des grands bourgeois :

« La première velléité d'opposition à l'idéologie hitlérienne étala politique du Führer [...] avait pris naissance à la veille de la seconde guerre mondiale dans un domaine seigneurial situé à Kreisau [...]. Ce domaine appartenait au comte Helmuth James von Moltke, fondateur du « cercle de Kreisau », qui devint le premier noyau de l'opposition au nazisme. [...] Il y avait parmi eux des libéraux et des conservateurs, des aristocrates et des ecclésiastiques, des propriétaires terriens et des industriels, des avocats et des professeurs ». ²

Quant aux ouvriers, selon David Schoenbaum :

« Ils furent incapables d'organiser la moindre résistance efficace. Les protestations marginales qui s'élevèrent de 1933 à 1939 étaient d'ordre économique et non politique ; elles reposaient, semble-t-il, non sur une opposition fondamentale mais sur une question d'horaires et de salaires. » ³

Dans sa monumentale étude sur le III^e Reich, William Shirer consacre plus de cent pages à la résistance antihitlérienne : elles sont toutes entières consacrées aux comploteurs du 20 juillet 1944 (héritiers du « cercle de Kreisau ») et à la « Rose blanche » catholique d'Hans et Sophie Scholl. La résistance communiste n'y mérite qu'une note en bas de page ⁴. Dans les huit cents pages que Peter Hoffmann a consacrées à la résistance allemande contre Hitler, seules quelques dizaines de lignes sont consacrées à la résistance communiste ⁵. Dans le chapitre sur la résistance au nazisme de l'ouvrage de Mau et Kreisnick ⁶, on ne parle que des comploteurs du 20 juillet et des Scholl sans même une mention de la résistance communiste. Même absence dans la somme de Peter Rassow ⁷ et dans l'étude d'Alfred Frosser :

« Les années 1940 et 1941 avaient vu l'opposition à son point le plus bas. [...] Après la défaite de Stalingrad, l'atmosphère changea. À partir de ce moment, la résistance allait être composée de deux courants très différents et pourtant inextricablement mêlés. L'un comprenait ceux qui voulaient abattre Hitler pour faire disparaître la barbarie nazie. Il s'est incarné dans les admirables figures des étudiants Hans et Sophie Scholl, exécutés à Munich au printemps 1943 après un semblant de procès. [...] L'autre tendance désirait elle aussi débarrasser l'Allemagne de Hitler, mais seulement parce qu'il était en train de la conduire au désastre. [...] Cette tendance-là allait surtout faire des adeptes dans les hauts cadres de l'armée et dans certains milieux dirigeants. » ⁸

L'inexistence d'une résistance communiste semble à ce point faire l'unanimité que, loin de la discuter, François-Georges Dreyfus propose plutôt de l'expliquer :

« La première résistance au nazisme aurait pu venir de la gauche socialiste ou communiste. Or, rappelons-nous, dès février 1933, les principaux responsables du KPD sont arrêtés et envoyés à Dachau et à Oranienburg [...] environ 15 à 20 000 responsables de gauche s'exilent à l'étranger [...] Leur résistance se fait donc à l'extérieur du Reich et leur impact, réduit dès le début, s'affaiblit très vite. [...] les militants de base, à l'exception de quelques-uns particulièrement courageux, se terrent ou se rallient en adhérant à la S.A. ou au N.S.K.K. ou au Front du Travail, n'hésitant pas à y militer pour faire oublier leur passé. » ⁹

Cette analyse est aussi celle de Gerhard Ritter ¹⁰ et de Kurt Zeniner ¹¹.

Henry Bogdan est un des rares auteurs qui reconnaît une activité communiste — mais il la fait remonter en juin 1941, à la déclaration de guerre contre l'URSS :

« La seconde résistance [la première étant celle des politiciens et intellectuels exilés] — la vraie —, celle qui se trouvait sur le terrain et sous la menace constante de subir les foudres du régime, est venue de trois milieux différents : les Églises, les mouvements conservateurs et l'armée. [...] Les militants communistes, longtemps passifs et quelque peu déroutés par le pacte germano-soviétique, organisèrent leur résistance à partir de l'été 1941 avec des distributions de tract et des sabotages. » ¹²

Allan Dulles propose la même vision : « C'est seulement lorsque la Russie fut envahie que l'organisation clandestine communiste reprit vie ». ¹³

L'étonnant dans cette belle unanimité (nous ne tenons pas les nuances entre ces points de vue pour des différences) n'est pas que ces affirmations soient fausses : c'est l'extrême abondance des preuves de leur fausseté. Cet ouvrage n'a pas demandé à l'auteur un travail acharné : il lui a suffit d'avoir accès à l'historiographie est-allemande, et d'en recouper les informations avec l'historiographie occidentale ¹⁴. Il s'agira donc moins d'établir que d'« importer » une vérité historique, et d'ainsi démasquer les falsificateurs de l'histoire, en guise d'hommage à ceux qu'ils ont une seconde fois assassinés.

2. — Le KPD face à la montée de l'hitlérisme

Le KPD et ses organisations de masses avaient organisé, dans les années 1930, jusqu'à un million de personnes et recueilli jusqu'à six millions de voix. Il avait développé dès les années 1920, dans la perspective d'une révolution prolétarienne, un impressionnant appareil politico-militaire dirigé par le Militär-Apparat, qui assurait les fonctions d'état-major, de service de sécurité et de renseignements. Cette organisation secrète était en relations étroites avec les services de la sécurité d'État de l'Union soviétique (le GPU, puis le NKVD) et avec l'appareil clandestin de l'Internationale communiste (plus exactement le Westeuropäisches Büro der Komintern, dit « West Büro », dirigé par Georges Dimitrov). La base de l'appareil politico-militaire communiste était une organisation paramilitaire de masse : la Ligue des combattants du Front rouge (Roten Frontkämpferbund). Cette organisation (et son organisation de jeunesse, le Roter Jungsturm), qui comptait plus de 100 000 membres, donnait une formation militaire aux militants, assurait la protection des manifestations et des piquets de grève, empêchait par la force les huissiers d'exproprier les familles ouvrières, et disputait la rue aux miliciens nazis. Interdite en 1929, la Roten Frontkämpferbund agissait sous le couvert de la Ligue de combat contre le fascisme (Kampfbund gegen den Fachismus), dite « Ligue Antifa », qui organisait 250000 militants. Entre 1928 et 1933, les SA multiplièrent dans les quartiers populaires leurs Sturmlokalen, des locaux servant à la fois de lieux de réunions, de centre de propagande et de bistrot. Le KPD décida d'une offensive pour éliminer ces locaux, et lança contre eux les groupes de choc de la « Ligue Antifa ». De décembre 1930 à décembre 1931, cette offensive fit 79 morts nazis et 103 morts communistes. Parmi ces derniers, 51 avaient été tués par les nazis, presque tous les autres par la police du gouvernement social-démocrate qui, au nom du maintien de l'ordre et de la légalité, volait au secours des locaux nazis. L'offensive contre les Sturmlokalen SA fut d'ailleurs arrêtée pour éviter que l'interdiction du KPD ne suive celle de la Roten Frontkämpferbund.¹⁵



A gauche : Rassemblement annuel des miliciens berlinois de la Roten Frontkämpferbund, l'organisation paramilitaire du KPD (1926). — A droite : Militants communistes arrêtés par les SA au Columbia-Haus de Berlin (mars 1933).

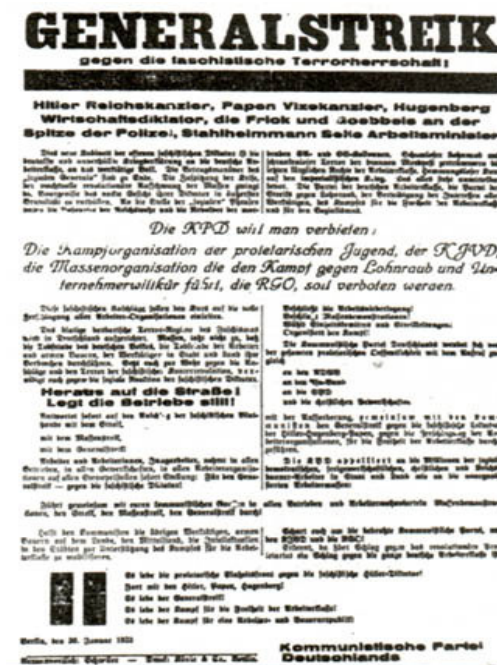
On n'en finit plus de lire que le KPD, par sa lutte à outrance contre les sociaux-démocrates, a fait le lit de Hitler. La direction communiste pensait que la lutte antifasciste passait par l'élimination de l'influence sociale-démocrate dans le prolétariat, parce que cette influence éloignait la classe d'une véritable lutte antifasciste et anticapitaliste. Cette analyse avait deux prémisses. La première, erronée, était l'idée très répandue à l'époque que le mouvement nazi n'allait pas résister à l'épreuve du pouvoir, qu'il allait craquer à la fois en raison de l'opposition ouvrière et de ses contradictions internes¹⁶. Mais la seconde prémisse de l'analyse du KPD était correcte : la volonté de combattre l'hitlérisme manquait totalement à la social-démocratie. Le légalisme du SPD l'amena à combattre les communistes plutôt que les nazis. C'est un préfet de police socialiste, Zorgiebel, qui a fait tirer sur le cortège communiste du 1^{er} mai 1929 à Berlin, tuant 33 manifestants. C'est le ministre socialiste de l'intérieur prussien, Severing, qui fit ensuite interdire la Rote Frontkämpferbund. L'année suivante, les socialistes permirent l'adoption de la très répressive « loi de la protection de la République » : les bourgmestres communistes n'étaient plus confirmés dans leur fonction et la police ferma le siège du KPD. Le SPD a voté l'article 48 (qui allait donner les pleins pouvoirs à Hitler), et il fut le principal artisan de la réélection, en 1932, du maréchal Hindenburg qui choisira Hitler comme chancelier quelques mois plus tard. Même politique dans le grand syndicat ADGB où la direction sociale-démocrate procéda à des exclusions massives de communistes. Le 17 juillet 1932, à Altona, quartier ouvrier de Hambourg, les automitrailleuses de la police dirigées par le social-démocrate Eggerstädt vinrent à la rescousse d'un défilé nazi menacé par les contre-manifestants communistes : 17 contre-manifestants furent tués. Ces faits donnaient un poids singulier à l'analyse avancée par Staline en 1924, selon laquelle « la social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme. [...] Ces deux organisations ne s'excluent pas mutuellement, au contraire, elles se complètent l'une l'autre. »¹⁷

En résumé, la direction du KPD rejetait l'idée de lutter exclusivement contre les nazis, et elle considérait que l'idée de passer une alliance « au sommet » entre le KPD et le SPD était une déviation droitière. La ligne du KPD, qui prévoyait donc la lutte sur deux fronts, fit de constantes oscillations autour d'un principe central : celui du « front unique à la

base ». Ce principe consistait à s'allier avec les ouvriers sociaux-démocrates dans les usines et les quartiers, tout en luttant contre les directions et les organisations sociales-démocrates. L'exercice était difficile. Le KPD pouvait faire ou ne pas faire n'importe quoi, il servait «objectivement» soit les sociaux-démocrates, soit les nazis. Ceux-ci représentaient la plus noire des réactions, mais le SPD était infiniment plus puissant et surtout il était au pouvoir: c'était le gérant du capitalisme allemand. Des questions comme la participation ou non à un référendum (impulsé par les nazis) contre le gouvernement SPD du Land de Prusse, faciles à trancher à posteriori, constituaient à l'époque des problèmes tellement complexes et à ce point chargés d'enjeux qu'elles donnèrent lieu à des conflits terribles à la tête du Parti.¹⁸

En janvier 1933, les nazis arrivent au pouvoir: les communistes réagissent dans plusieurs grandes villes par des grèves et des manifestations sauvagement réprimées. En février, la police envahit le siège du KPD, le « Karl Liebknecht Haus », et met le Parti hors-la-loi. La seule nuit du 27 au 28 février, après l'incendie du Reichstag, 10 000 communistes sont arrêtés, dont les principaux membres du Comité central et deux tiers des cadres moyens. Quelques semaines plus tard, ils seront 20 000. Soixante camps, trente quartiers spéciaux dans des prisons d'État, soixante centres de détention sont ouverts pour les accueillir. Dans chaque quartier, dans chaque localité, les petits chefs nazis aménagent leur prison et leur centre de tortures privés, dans des caves ou des fabriques désaffectées. Le chaos et les abus sont tels (500 à 600 personnes abattues ou torturées à mort, familles rackettées, fonctionnaires refusant de participer à la curée eux-mêmes séquestrés, battus et humiliés etc.) qu'ils deviennent l'enjeu des luttes d'influence entre nazis. En avril, les SA doivent remettre leurs prisonniers aux SS, qui développent dans toute l'Allemagne un réseau de camps de concentration sur le modèle de Dachau. La terreur y est appliquée de manière méthodique et rationnelle. En juin, les SS y inaugurent la pratique, qui allait devenir systématique, de pendre des détenus rebelles sur la place d'appel, devant la population du camp au garde-à-vous. La première victime en est l'ouvrier communiste Emil Bargatzky. Malgré les vagues d'arrestations (Ernst Thaelmann¹⁹, le secrétaire général du KPD, est arrêté le 3 mars à Berlin, dans un appartement clandestin du Parti), les communistes continuent à affronter ouvertement les SA, qui bénéficient du statut de policiers auxiliaires. La Gazette de Lausanne du 2 mars écrit : « Seuls les communistes résistent... Évidemment la lutte n'est pas égale, ils ont contre eux toutes les forces de l'État. Mais, à défaut du nombre, ils ont l'ardeur, le fanatisme : ils ont lutté pour la rue ». En un mois, selon les statistiques officielles, il y a 62 morts dans les batailles de rue dont 29 communistes, 14 nazis et 8 socialistes²⁰. Ces chiffres sont très inférieurs à la réalité. Il suffit de lire les pages que Richard Krebs (sous le pseudonyme de Jan Valtin) a consacrées aux batailles de rue à Hambourg, pour se rendre compte de la violence inouïe des affrontements²¹.

Comme il devenait chaque jour plus clair que le KPD aurait le dessous, le Parti se prépara à une clandestinité de longue durée. C'est à ce moment que de nombreux militants, à la fois éprouvés et peu connus, reçurent la consigne de faire semblant de rallier le parti nazi NSDAP pour y mener un travail de sape et de renseignement.



Affiche du KPD appelant à la grève générale contre le pouvoir nazi le lendemain de l'incendie du Reichstag

À l'arrivée au pouvoir des nazis, le SPD continua de justifier l'analyse du KPD, en préférant la conciliation à l'affrontement. Les socialistes refusent de participer à la grève générale anti-hitlérienne au lendemain du coup du Reichstag. C'était une décision fondamentale, car dans le prolétariat, on pensait que la grève générale pouvait venir à bout du coup de force nazi, comme elle était venue à bout du putsch de Kapp en mars 1920. Le journal de Goebbels montre que les nazis craignaient cette grève générale plus que tout autre chose : la première réunion du cabinet Hitler fut toute entière consacrée à cette éventualité. Le SPD avait été impuissant à empêcher que les députés de droite

accordent le bénéfice de l'article 48 à Hitler. Les élus du SPD et du KPD auraient ensemble atteint le quorum requis, mais les élus communistes étaient alors pourchassés, arrêtés et torturés, (sur base de listes de police dressées par les préfets SPD) tandis que les élus SPD continuaient le train-train parlementaire. Pour se dérober à la critique nazie d'être un « parti de l'étranger », le SPD quitta l'Internationale socialiste, et il approuva même, en mai 1933, le programme de politique extérieure nazie !²² Si plusieurs dirigeants sociaux-démocrates prirent le chemin des camps ou de l'exil, de nombreux autres collaborèrent ou restèrent dans le Reich sans être autrement inquiétés. Le ministre Severing par exemple, se retira des affaires mais resta en Allemagne, percevant la retraite que lui versait le nouveau régime. Ce fut aussi le cas de Noske, le dirigeant socialiste qui avait dirigé l'écrasement des spartakistes et le massacre de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. La direction social-démocrate du Wurtemberg, décida de se dissoudre en invitant les municipalités SPD à « soutenir l'ordre nouveau et la révolution nationale »... Lorsque la section berlinoise de la Jeunesse ouvrière socialiste organisa le travail clandestin et mit l'argent de l'organisation à l'abri des nazis, son dirigeant exigea l'arrêt de « ces petites magouilles illégales ». Dans le district de Berlin-Brandebourg, les sections du service d'ordre du SPD (la Reichsbanner, qui comptait 160 000 miliciens) recevaient cette circulaire :

« Il nous reste trois possibilités :

L'emploi des méthodes violentes des communistes. Mais il est clair pour chacun de nos camarades que ces méthodes sont criminelles et qu'elles doivent être laissées de côté.

L'abstention.

La recherche d'une collaboration dans le cadre de la vie pratique.

Depuis des années nous portons dans nos cœurs la foi en l'Allemagne et en l'avenir de l'Allemagne. C'est pourquoi nous réclamerons notre place dans la vie nouvelle de l'État allemand et nous ferons pour l'Allemagne ce qu'elle attend de nous : notre devoir. Le comité directeur négocie avec les services compétents au sujet de l'activité de notre association. Les points suivants sont fondamentaux : culture de l'amitié ; aide aux anciens combattants ; éducation de la jeunesse, préparation militaire ; service du travail volontaire. »

Tous les témoignages attestent tant de la résistance communiste que de la débandade sociale-démocrate, des articles de presse (« l'attitude des communistes devant des juges sanguinaires et implacables fut si exemplaire qu'on eut l'impression qu'ils avaient reçu seuls le mandat de maintenir la résistance. »²³) aux rapports des services secrets :

« Constatons tout d'abord qu'aucun dirigeant du parti communiste ne s'est incliné devant la révolution nationale ?²⁴ Tous sont en prison, en fuite ou se cachent. Ce sont des communistes surtout qui sont allés peupler les camps de concentration. [...] D'autres ont gagné l'étranger. [...] La nécessité où se trouvent les dirigeants restés à leur poste de se cacher et de travailler clandestinement réduit leur action à très peu de chose, et il est même douteux que leur travail puisse se prolonger longtemps en présence de recherches d'une police développée à l'extrême. [...] Si les communistes qui, répétons-le, ont fait preuve d'un cran incontestable jusqu'en mars dernier, en sont là, on s'imagine aisément jusqu'où sont allés les socialistes. [...] Ils n'ont su que s'incliner ou fuir comme Braun, Grzesinski, Breitscheid, Dittman, Crispren, Noske, Bergemann à moins qu'ils n'apportassent au nouveau régime une adhésion plus ou moins voilée comme Leipart, Grassman, Tarnow, Wels, Stampfer, Hilferding. »²⁵



Ernst Thaelmann, secrétaire général du KPD, secrètement photographié à la prison de Berlin-Moabit (1933).

La direction syndicale sociale-démocrate céda elle aussi très vite aux nazis : son président écrivit à Hitler pour l'informer que l'ADGB avait rompu avec le SPD. Le 20 mars, l'ADGB publie un manifeste accablant :

« Les organisations syndicales sont l'expression d'une nécessité sociale irréfutable, une partie indispensable de l'ordre social lui-même [...] Par suite de l'ordre naturel des choses, elles se sont de plus en plus intégrées dans l'État. La tâche sociale des syndicats doit être remplie, quelle que, soit la nature du régime de l'État [...] Les organisations syndicales ne prétendant pas influencer directement la politique de l'État. Leur tâche dans ce sens ne peut être que de mettre à la disposition du gouvernement et du Parlement des connaissances et expériences acquises dans ce domaine. »

Le 22 avril 1933, l'ADGB annonçait qu'il quittait l'Union Syndicale Internationale. L'ADGB entreprit de s'unir avec les organisations d'entreprise du parti nazi (NSBO) pour constituer un syndicat unique et participa au 1^{er} mai nazi. Mais ces capitulations ne la sauvèrent pas de l'interdiction.

Le NSDAP resta minoritaire aux élections de mars 1933, mais il bénéficia au parlement de l'appui des partis de droite pour accorder à Hitler les pleins pouvoirs prévus par l'article 48. La répression s'élargit progressivement aux syndicalistes (les SA occupent le 2 mai 1933 l'immeuble des syndicats et les arrestations commencent le lendemain), aux sociaux-démocrates (le SPD est dissous d'autorité le 22 juin 1933), et aux chrétiens opposés au bellicisme et au racisme nazis. En juillet 33, des dizaines de milliers de personnes avaient subi un internement et on comptait 27 000 prisonniers politiques dans les camps de concentration. En novembre, on atteint le chiffre de 60 000 militants communistes arrêtés et 2 000 assassinés. Les procès ont lieu à la chaîne : le 23 mai, deux militants communistes sont les premiers condamnés à mort du nouveau régime.

La répression nazie laissait aux militants qui n'avaient pas pu ou voulu quitter l'Allemagne le choix entre trois attitudes. Certains, découragés par la terrible défaite du mouvement communiste, privés d'encadrement et intimidés par la terreur d'État, abandonnèrent la lutte. Parmi eux une poignée de dirigeants, car tous n'étaient pas à la hauteur vertigineuse des événements. Fin avril 1933 par exemple, l'Arbeiter Zeitung, organe du KPD en Sarre, cette région allemande occupée par la France de 1919 à 1935, publiait cet avis :

« Le district [du KPD] Bade-Palatinat nous demande de publier l'exclusion suivante : le député au Reichstag Bennedom-Kusel, installé depuis quelques semaines en Sarre et ayant reçu du district l'ordre de rentrer en Allemagne, n'a pas déféré à cette invitation. Il a été exclu du parti communiste allemand pour lâcheté devant l'ennemi de classe. »

Un petit nombre de membres du KPD collaborèrent avec le régime, de simples militants de base et le plus souvent membre du parti de fraîche date.²⁶ Mais des dizaines de milliers de communistes adoptèrent une position de résistance. Souvent, il y avait loin de cette position à une action clandestine organisée et efficace. Les structures du Parti étaient émietées, les cadres emprisonnés ou exilés, les sympathisants surveillés. Mais des organisations clandestines du Parti se reconstituèrent très vite, pour être généralement aussi vite démantelées... et une nouvelle fois reconstruites.

3. — En exil, en Espagne

Si la moitié des dirigeants du KPD avaient été arrêtés et emprisonnés en février-mars 1933, plusieurs dizaines de dirigeants et plusieurs milliers de militants et de cadres moyens avaient pu échapper aux rafles et gagner l'étranger. C'est la France qui accueillera le plus grand nombre des réfugiés politiques allemands (30 000 à l'été 1933). C'est en France que la direction extérieure du Parti s'installe à la mi-mai 1933, suivie en 1936 par son Bureau politique reconstitué. Certains y travaillèrent dans une semi-clandestinité, comme Wilhelm Pieck, Wilhelm Florin ou Franz Dahlem, d'autres y organisèrent ouvertement et avec succès la propagande antifasciste pour l'Europe capitaliste, comme les anciens députés KPD Paul Schwenk et Willy Münzenberg. Ce dernier était aussi secrétaire du Secours Rouge International, l'organisation du Komintern qui organisait la solidarité avec les prisonniers politiques. L'aide aux réfugiés politiques anti-hitlériens fut la plus grande campagne du SRI depuis l'affaire Sacco-Vanzetti. Les campagnes les plus importantes furent celle relative au procès de Leipzig contre Dimitrov (pour l'incendie du Reichstag), celle exigeant la libération de Thaelmann et celle dénonçant la mort d'Albert Funk. Albert Funk avait réussi à reconstituer l'organisation du KPD de Dortmund que la Gestapo avait démantelée fin mars, en arrêtant près de 300 militants communistes de la ville. Funk fut à son tour arrêté le 16 avril 1933. Il subit la torture pendant dix jours sans rien trahir et finalement, craignant de ne pouvoir en supporter davantage, profita de la distraction des bourreaux pour se jeter par la fenêtre d'une hauteur de 18 mètres. Quelques semaines plus tard, la Ruhr fut inondée de milliers de tracts du KPD avec la photo de Funk et son cas fut mis en avant dans les campagnes anti-hitlériennes à l'étranger. Quant au Comité Thaelmann, créé à Paris en mars 1934, il avait édité dans sa première année d'activité 20 000 brochures, 10 000 partitions du Chant de Thaelmann, 30 000 insignes, 32 000 cartes postales, trois publications d'un tirage total de 150 000 exemplaires, 260 000 tracts, 15 600 affiches etc. Il avait en outre organisé un grand nombre de meetings (rassemblant plus de 100 000 personnes rien qu'en 1935 !), lâché des centaines de ballons sur l'Allemagne sur lesquels était écrit 'Freiheit für Thälmann', envoyé des délégations, organisé un contre-tribunal avec 300 juristes, etc.²⁷

Les nazis annoncèrent plusieurs fois son procès public, mais leur propagande avait subi un terrible fiasco au procès de Leipzig. Dans ce procès qui est resté un modèle du genre, l'accusé était devenu accusateur. Devant de la presse internationale, Dimitrov avait réussi à y démonter les machinations nazies et à démasquer Goering venu témoigner au tribunal. L'inflexible résistance de Thaelmann laissa craindre aux nazis un nouveau Leipzig, et ils renoncèrent à leur projet de procès à grand spectacle.



« Le monde au combat pour Thaelmann », photomontage de couverture d'une brochure du Comité Thaelmann.



Deux couvertures et une page intérieure de Tarnschriften du KPD introduits illégalement en Allemagne. Il s'agit ici d'un manuel des règles du travail conspiratif.

Des filières d'évasions se mettent en place, et le KPD organise d'importantes et efficaces centrales clandestines en Belgique, en France, en Hollande, en Tchécoslovaquie, au Danemark, en Suède, en Suisse et au Luxembourg. Ces centrales envoyaient des délégués pour reconstituer les organisations du Parti, et pour fournir à ces organisations les moyens du travail politiques (tracts, brochures et notamment sous forme de Tarnschriften, c'est-à-dire de publications revêtues d'une couverture anodine ou donnant le change). La centrale de Belgique, par exemple, faisait imprimer à Bruxelles une des éditions de l'organe du KPD, le Rote Fahne, et utilisait les liaisons maritimes entre Anvers et l'Allemagne pour infiltrer des délégués et du matériel dans le Reich²⁸. Il s'agissait d'une activité incessante et extrêmement coûteuse en cadres, car la répression ne faiblissant pas, des centaines de délégués tombèrent dans des souricières de la Gestapo.

Quelques mois après la grande rafle, le Parti était déjà parvenu à faire évader des dizaines de militants prisonniers. Il fit ainsi entrer le 9 mai 1933 dans la cellule du député KPD Hans Beimler, dans le bloc des condamnés à mort de Dachau, une lime pour scier les barreaux et des planches pour franchir les barbelés. Beimler fut pris en charge par une filière d'exfiltration et gagna la France. Les évadés communistes apportèrent très tôt, en Occident, les premières informations sur les camps nazis (ainsi le témoignage d'Egon Erwin, publié dans l'Humanité du 23 mars 1933).

Ce sont les militants du KPD en exil qui allaient aussi constituer la première unité internationale antifasciste en Espagne : la Centurie (ou colonne) « Thaelmann ». C'est le bataillon allemand « Edgar André » (de la XI^e Brigade²⁹) qui fut la première unité internationale engagée sur le front. Ce bataillon avait pris en octobre 1936 le nom d'un dirigeant du M-Apparat du KPD emprisonné et torturé depuis 1933. En quelques jours, le bataillon perdit à Madrid le tiers de ses hommes, et deux semaines plus tard, le 4 novembre 1936, Edgar André était décapité à Berlin. Le bataillon allemand « Thaelmann », commandé par l'écrivain communiste Ludwig Renn³⁰, formait le noyau dur de la XII^e Brigade, qui fut engagée quelques jours plus tard, d'abord au Cerro de los Angeles, ensuite dans la cité universitaire de Madrid. Le commissaire politique de la Brigade était l'écrivain communiste Gustav Régler³¹. On y retrouve le député évadé Hans

Beimler qui devint à la fois commissaire politique du bataillon « Thaelmann » et commissaire politique général pour tous les Allemands combattants en Espagne. Il fut tué au combat, à Madrid, en décembre 1936, et remplacé par Franz Dahlem, un autre député du KPD. Wilhelm Zaisser, un dirigeant du M-Apparat qui avait étudié à l'académie militaire de Moscou, commanda la XIII^e Brigade sous le pseudonyme de «général Gómez»³². Au total 5 000 Allemands combattirent dans les Brigades Internationales. Parmi eux, 1 700 ou 1 800 membres du KPD, 1 000 membres des petits partis de gauche SAP et KPD(O), et 700 ou 800 membres du SPD. 2 000 d'entre eux y trouvèrent la mort³³.



A droite : Les premiers volontaires allemands de la Centurie « Thaelmann » à l'été 1936.— A gauche : Quelques mois plus tard : le bataillon « Thaelmann », unité de choc de l'Espagne républicaine.



Brochure publiée à Paris en 1933 par Hans Beimler, député du KPD pour la Bavière, après son évasion de Dachau.

Ces chiffres, qui ne concernent que les Brigades internationales, ne rendent pas justice à l'engagement des communistes allemands pour l'Espagne. Ils étaient nombreux dans les réseaux de fourniture d'armes à la République et de sabotage des armes destinées aux fascistes, dans les services de sécurité (le SIM espagnol et le NKVD soviétique). Des agitateurs obtinrent au péril de leur vie (et parfois au prix de leur vie) des résultats remarquables dans leur travail auprès des équipages de la marine marchande allemande. Les équipages de six bâtiments (le Henrika, le Koenigstein, le Melilla, le Lasbek, le Poséidon et le Preussen) refusèrent carrément d'acheminer des cargaisons d'armes aux ports franquistes !³⁴ Les communistes allemands étaient également actifs dans le Corps des partisans de l'Armée populaire. Ce Corps infiltrait des commandos derrière les lignes fascistes pour des opérations ponctuelles de sabotage et de renseignement. Le conseiller soviétique Vaoupchassov, envoyé comme instructeur auprès des partisans, parle dans ses mémoires d'un commando composé exclusivement de communistes allemands, qui avait à sa tête un ouvrier sidérurgiste rescapé des rafles de la Gestapo. En une seule mission, au début du mois de décembre 1937, ce groupe, guidé par un Espagnol de la région, fit sauter six camions chargés de troupes sur la chaussée Huesca-Jaca, tua de nombreux fascistes, ramena des prisonniers et des documents³⁵. À tous ces engagements s'ajoutait le travail politique effectué à l'intérieur du Reich autour de la question espagnole : des collectes clandestines pour l'Espagne sont organisées dès 1936 en Bavière, en Silésie, en Rhénanie. 1500 Allemands sortirent du Reich pendant la guerre civile espagnole pour combattre le fascisme en Espagne. La Gestapo arrêtera et déportera 3000 Allemands (communistes et socialistes) pour des manifestations d'hostilité l'envoi de la « Légion Condor » au côté de Franco.

En janvier 1937, un poste émetteur à ondes courtes du KPD se fit entendre dans tout le III^e Reich. On le désignait par sa longueur d'ondes : 29,8. Ses émissions dénonçaient la dégradation de la condition ouvrière, la corruption, le bellicisme, l'antisémitisme et l'intervention en Espagne, elles dénonçaient nommément les mouchards de la Gestapo, rendaient compte des luttes et faisaient entendre les déclarations d'antifascistes prestigieux. Cette station acquit une popularité dont rendit compte le correspondant d'un journal gouvernemental norvégien :

« Partout en Allemagne — dans les ateliers, dans les magasins, dans les débits de boisson et dans les grands immeubles — on parle actuellement du chiffre mystérieux de 29,8. On lit ce chiffre sur les murs et sur les clôtures. Sur les murs des maisons il est inscrit à la craie, et les gens se regardent entre eux quand ils trouvent cette curieuse fraction décimale. On cligne des yeux et on se comprend [...] Tout en étant le poste du parti communiste, il évite délibérément tout ce qui ressort de l'étroite politique de parti. Ainsi le poste devient-il le porte-parole de l'opposition allemande. »

C'est ainsi que des prêtres de Cologne sténographièrent le discours de Heinrich Mann diffusé sur 29,8 et le diffusèrent à leurs paroissiens. C'est ainsi que le contenu d'une émission de 29,8 sur Thaelmann fut reproduit sous forme de tracts dans les usines de Berlin. La Gestapo entreprit un contrôle des auditeurs, en recensant les propriétaires de radios capables de capter les ondes courtes, et la presse annonça plusieurs arrestations pour écoute de 29,8. Les nazis installèrent en Prusse orientale un puissant émetteur pour brouiller les émissions, mais la radio émit alors un peu en deçà ou au-delà de 29,8, et il restait possible de l'écouter. Finalement, les nazis durent installer trois autres émetteurs pour arriver à brouiller les émissions clandestines du KPD.³⁶

L'organisation du KPD à l'étranger allait subir un coup en septembre 1939. Suite à la déclaration de guerre, la police française interna tous les citoyens allemands et autrichiens — 18 000 personnes, des réfugiés juifs et antifascistes dans leur grande majorité. Les principaux dirigeants du KPD se retrouvèrent enfermés, ainsi Franz Dahlem, Paul Merker, Georg Stibi ou Adolf Deter. La direction du KPD fut à nouveau reconstituée en 1939, à Moscou cette fois, par Wilhelm Pieck³⁷ et Walter Ulbricht³⁸, mais le Parti était encore en pleine réorganisation lorsque la Blitzkrieg hitlérienne fondit sur l'Europe occidentale.



Garde d'honneur de l'Armée populaire et des Brigades internationales autour de la dépouille de Hans Beimler (Madrid, déc. 1936).

4. — Les organisations clandestines du KPD en Allemagne

Un rapport de police de Wiesbaden notait en 1935 qu'« il se confirme que le parti communiste dispose d'un état-major de collaborateurs doués de remarquables capacités d'organisation et tactiques, qui, en dépit de la surveillance la plus rigoureuse, ont recréé dans quelques régions, avec un certain succès, des organisations illégales ».

Dès mars 1933, la presse communiste reparait clandestinement en Allemagne et à l'étranger : Das Ruhr-Echo, Die Hamburger Volkszeitung et Die Rote Fahne, sont tirés à des dizaines de milliers d'exemplaires, tandis que le Roter Jungsturm diffuse 20000 brochures rien qu'en Saxe. Quand Daniel Guérin visite en mai 1933 les quartiers populaires de Hambourg et d'Altona, des réseaux y diffusent la presse du Parti et on y voit, fraîchement peint sur les murs et les trottoirs, « Le communiste vit ! », « Qu'Hitler crève ! », « Vive la révolution ! ».³⁹

En 1934 la Gestapo constate dans ses rapports qu'en dépit des arrestations et des peines infligées aux communistes, « il y a toujours des gens pour s'engager dans le travail clandestin », et que « le KPD dispose d'un énorme appareil de permanents remarquables qui réussissent, en province, à reconstituer l'appareil du parti ». Cette année là, 10 à 12 000 exemplaires du Rote Fahne sortaient trois fois par mois d'une imprimerie clandestine à Solingen. Mais la reconstruction du Parti fut un processus long et coûteux et souvent, nous l'avons dit, une organisation locale ou régionale à peine reconstruite était démantelée par la Gestapo, avec une brutalité et une efficacité allant crescendo. En octobre 1935, selon Wilhelm Pieck, sur les 422 dirigeants de janvier 1933: 219 sont emprisonnés, 24 ont été exécutés, 125 ont émigré (dont Pieck lui-même, qui dirigeait à ce moment la centrale du KPD à Prague), 41 ont quitté le Parti, et 13 dirigent la résistance à l'intérieur du Reich⁴⁰.

En 1936, la Gestapo arrêta 11 678 communistes, et parmi eux Wilhelm Firl, qui coordonnait l'activité du Parti à l'intérieur du pays⁴¹. Pour la même époque, la police arrêta 1 374 socialistes. Les archives de la Gestapo révèlent que ses agents ont saisi cette année là 1 643 200 journaux, tracts ou brochures communistes ! Et il ne s'agit que du matériel saisi. La quantité de matériel produit était naturellement plus importante encore... Le régime est particulièrement sensible aux révélations sur la corruption des dirigeants nazis « qui font [reconnaît un rapport de la Gestapo de Berlin de 1935] que les écrits communistes sont beaucoup plus intéressants pour les lecteurs que la presse légale ». À Dortmund par exemple, où August Stötzel et Wilhelm Sand avaient remplacé Albert Funk, l'organisation locale du KPD diffusait deux journaux imprimés à l'étranger et introduits en contrebande dans le Reich et deux journaux imprimés sur place. L'organisation Stötzel/Sand sera démantelée en janvier 1934 (plus de deux cents arrestations). En 1935, l'organisation est une troisième fois reconstituée et la presse clandestine communiste circule à nouveau dans la ville.



A gauche : *Die Rote Fahne*, organe du comité central du KPD (n°3 de l'année 1938) — A droite : *Die junge Garde*, organe des jeunes communistes (numéro de janvier 1936)

Pour montrer que toute l'Allemagne n'était pas derrière Hitler, le KPD planifia une campagne d'agitation et de grèves pour les Jeux Olympiques de Berlin, en 1936. La Gestapo s'attendait à cette offensive, comme l'indique un rapport trouvé dans ses archives :

« Étant donné qu'il existe encore à Berlin une forte organisation illégale du KPD, cette centrale communiste essaiera de fournir aux différentes organisations subalternes le matériel de propagande adapté et les mots d'ordre efficaces. »⁴²

La Gestapo opéra donc des rafles visant notamment les ouvriers qui avaient été membres des organisations sportives du KPD. Malgré ces mesures préventives, les témoignages des touristes étrangers et les rapports de police décrivent de très nombreux incidents : drapeaux nazis arrachés et brûlés, mots d'ordre communistes scandés dans la foule ou peints sur les murs, distributions de tracts, grèves dans des entreprises. C'est ainsi que les communistes mettent en grève la grande usine automobile « Auto-Union » de Berlin. Soucieux de sa propagande olympique, le régime accordera aux grévistes une hausse des salaires, mais la répression s'abattit ensuite sur eux.



« À bas Hitler », « Renversons Hitler et son régime de famine », « Contre Hitler, pour la liberté et la paix », slogans peints dans différentes villes allemandes en 1941 (photos prises par la Gestapo).

De 1933 à 1939, un million d'Allemands ont été appréhendés et 275 000 condamnés pour activité antifasciste à 600 000 années de prison ; il y avait en permanence entre 150 et 300 000 Allemands dans les camps de concentration, sans compter les Allemands détenus pour motifs racistes. En 1939 par exemple, il y avait 112 000 personnes en prison après une condamnation politique, 27 000 « politiques » en attente de jugement, et 160 000 autres enfermés sans jugement dans les camps de concentration. La répression se radicalise. La première exécution officielle d'une femme a lieu en 1938. Il s'agit de Liselotte Hermann, une étudiante communiste de Stuttgart, mère de deux jeunes enfants. À cette date, les exécutions officielles de militants communistes se chiffraient à 95 et les exécutions extrajudiciaires à plusieurs milliers. Bien entendu, le concept «extrajudiciaire » ne veut pas dire grand-chose concernant le III^e Reich puisque l'éminent juriste nazi Theodor Maunz, (professeur de droit public à Fribourg) avait donné de la loi cette définition : « La loi, c'est le plan formé par le Führer et donc l'expression de l'ordre de la vie de la race germanique. Le plan formé par le Führer est la loi suprême du droit ».⁴³

Mais le travail de reconstruction ne cessa pas, et le KPD comptait en 1939 à l'intérieur du Reich 3 000 clandestins actifs et organisés, s'appuyant sur des milliers de sympathisants complices. Les rapports retrouvés dans les archives de la Gestapo en témoignent :

« L'activité communiste s'exerce, comme nous l'avons constaté à plusieurs reprises, dans les entreprises [...] Les observations faites précédemment sur l'activité communiste dans les endroits où de grandes masses d'ouvriers sont rassemblés (chantiers des autostrades et temporairement usines Volkswagen) intéressent actuellement les chantiers du Westwall⁴⁴ et, pour une part, les mines. »

L'organisation berlinoise du KPD, dirigée par Willi Gall, fut démantelée par la Gestapo en janvier 1940 (Willi Gall est exécuté le 25 juillet 1941). Elle fut reconstruite par Rudolf Hallemeyer, et en 1941, Die Rote Fahne, l'organe du Parti, reparaisait clandestinement à Berlin. Cette nouvelle organisation fut à son tour démantelée après deux années d'intenses activités. Ses cadres furent exécutés peu après leur arrestation, Hallemeyer lui-même mais aussi Heinz Kapelle, Erich Ziegler, Robert Uhrig, et autres responsables de groupes et de réseaux⁴⁵. Une nouvelle organisation est alors reconstituée par Wilhelm Knochen et Alfred Kowalke, qui sera démantelée en janvier 1943. En pratique, le travail subversif ne cessa jamais.

En 1942, de Berlin, lors de la grande exposition anticommuniste « Le paradis soviétique » au Lustgarten, des équipes de colleurs d'affiches⁴⁶ recouvrirent, sous protection armée, les murs de la ville de cette réponse : « Le paradis nazi : Guerre – faim – mensonge – Gestapo. Pour combien de temps encore ? » Parallèlement à cette initiative, un groupe de jeunes communistes juifs ouvriers chez Siemens, dirigé par Herbert Baum, fit exploser deux engins incendiaires dans le pavillon de l'exposition que les pompiers berlinois parvinrent in extremis à sauver. Ce groupe existait dès 1933, il avait résisté à deux vagues d'arrestations (en 1935 et 1938) pour organiser en 1941 une centaine de résistants. Après son démantèlement, 22 membres de ce groupe furent décapités, les autres moururent en camps de concentration. À Berlin toujours, Wilhelm Beuttel, dirigeant du Secours Rouge (Rote Hilfe), qui était revenu en 1942 en Allemagne, avait reconstitué cette organisation de soutien aux victimes de la répression. Il fut arrêté par la Gestapo en 1943 et exécuté en 1944.



A gauche : Tract de l'organisation Saefkow du KPD (Berlin, 1944). — A droite : Papillons contre la guerre

L'organisation berlinoise du KPD bénéficia en 1943-44 des qualités militantes exceptionnelles d'Anton Saefkow. Saefkow était l'ancien dirigeant du KPD à Dresde, puis dans la Ruhr. Il avait été arrêté en 1933 et très durement torturé. Après dix ans de camp de concentration, il s'évade et reprend la lutte clandestine. À l'été 1944, l'organisation Saefkow chapeautait à Berlin des cellules clandestines dans trente entreprises dont les plus grandes usines de guerre : Osmar, Telefunken, AEG, Masse und Wrede, Argus-Motoren, Siemens, etc. Elle était en liaison avec plusieurs cercles de l'opposition antifasciste sociale-démocrate et bourgeoise, mais aussi avec des groupes de prisonniers de guerre (notamment soviétiques) mis au travail et avec l'organisation clandestine des prisonniers communistes du camp de Sachsenhausen. Des militants qualifiés imprimaient tracts et affiches, assuraient les liaisons, stockaient armes et munitions, assuraient le contre-espionnage, et sabotaient la production de guerre.

La Ruhr comptait plusieurs organisations clandestines du KPD, notamment celle dirigée par Franz Zielasko.

Ce mineur de la Ruhr avait été parachuté sur le Reich par l'aviation soviétique. De retour dans sa région, il renoua ses anciens contacts et reconstruisit une organisation du KPD camouflée derrière une Union sportive cycliste, que la Gestapo démantela en 1943. L'organisation de Bielefeld avait été reprise en main par Otto Giesseman après sa libération en janvier 1936 (il avait été arrêté après l'incendie du Reichstag). Particulièrement active dans les importantes usines d'armement Dürkopp, elle sera démantelée en 1942 (douze exécutions). En 1941, la résistance communiste dans la Ruhr était réorganisée par Wilhelm Knöchel. Ancien membre du Comité central, il avait dirigé la centrale du KPD à Amsterdam avant de rentrer en Allemagne avec cinq cadres spécialisés dans la lutte clandestine. Il fut arrêté par la Gestapo en 1943 avec 200 militants de son organisation et exécuté en 1944 avec une cinquantaine de ses camarades. À Mannheim, l'organisation dirigée par Georg Lechleiter mena une résistance active pendant des années, jusqu'à son démantèlement fin 1942 : Georg Lechleiter et trente membres de son organisation furent exécutés. C'est aussi en 1942 que la Gestapo démantèle l'organisation communiste de Duisburg : une centaine de militants sont arrêtés et plusieurs exécutés, parmi lesquels Luise Rieke, Willi Seng, Anton Stupp, Albert Kamradt, Friedrich Kamleiter, Ferdinand Jahny, Paul Wondzinski, etc.⁴⁷. Mais malgré la répression, dans la Ruhr comme à Berlin, la résistance ne cessa jamais.

D'autres organisations étaient actives à Hambourg, en Bavière, à Hanovre, à Breslau (Wroclaw), à Koenigsberg, dans le Schleswig-Holstein, etc. En 1939, le KPD avait pu reconstruire deux grandes organisations clandestines en Thuringe. L'une d'elle était dirigée par Theodor Neubauer⁴⁸, ancien député communiste au Reichstag, l'autre par Magnus Poser, un menuisier travaillant chez Zeiss, à Jéna. En 1943, les deux organisations s'unirent et s'élargirent pour former une vaste organisation qui effectuait son travail suivant cinq grands axes : la propagande antifasciste en direction du prolétariat allemand, le sabotage de la production de guerre, la solidarité avec les antifascistes emprisonnés à Buchenwald, le développement de l'organisation dans les entreprises, les contacts avec les travailleurs étrangers déportés et les prisonniers de guerre. En application de ce dernier axe, un Comité antifasciste international fut formé à Leipzig, qui unissait les travailleurs allemands aux travailleurs soviétiques déportés. Le dirigeant de ces derniers était Nikolai Roumiantsev, un mineur communiste du bassin du Don, le délégué du KPD était Max Haucke. Ce comité prépara la libération des prisonniers de guerre soviétique et leur organisation en groupes de combat, dans le cadre d'un plan général d'insurrection. Roumiantsev et Haucke furent arrêtés et exécutés en 1944⁴⁹.



Die Wahrheit (adressé à l'armée, numéro du 21 octobre 1941) — Tribunal, (organe du Secours Rouge, numéro de mars 1936)

L'organisation clandestine communiste de Hambourg, active dans trente usines et chantiers navals, était dirigée à partir de 1941-42 par Bernhard Bästlein (un ancien député KPD), Oskar Reincke et Franz Jacob, qui venaient d'être libérés d'un camp de concentration. Arrêtés une nouvelle fois par la Gestapo en 1943, ils purent profiter de la destruction de la prison par un bombardement allié pour s'évader. Arrêtés une troisième fois en 1944, ils furent exécutés avec une soixantaine de membres de leur organisation, après de terribles tortures⁵⁰.

En Saxe, l'organisation clandestine était dirigée par Georg Schumann, vieux compagnon de lutte de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. C'était une organisation puissante qui possédait des groupes clandestins dans dix-sept entreprises et dans plusieurs localités. L'organisation Schumann se relia à d'autres organisations clandestines du KPD dans l'Allemagne centrale, comme l'organisation dirigée par Otto König, active dans les mines de Mansfeld et les usines géantes Leuna-Werke et Buna-Werke⁵¹.

Plusieurs organisations clandestine du KPD s'ouvrent aux non-communistes : l'organisation dirigée par Robert Havemann et Georg Groscurth qui aide les prisonniers, les évadés et les juifs en imprimant notamment des cartes d'alimentation ; l'organisation de Werner Scharff qui aidait aussi les juifs⁵².

La direction du KPD à Moscou décida de regrouper toutes ces organisations (qui rassemblaient, en 1944, 10 000 clandestins actifs dans une centaine de villes) et de resserrer les liens avec les antifascistes non communistes. Au printemps 1944, Saefkow organisa une conférence à Engelsdorf, à laquelle prirent part des délégués de tous les groupes clandestins antifascistes de la région de Leipzig. Le document mis au point à cette occasion fut assumé par le Comité central du KPD et devint le texte-programme du Parti. Il fut largement diffusé dans le Reich, notamment sous forme de tract, le 1^{er} mai 1944. Il entérinait un changement de ligne déjà bien perceptible, qui préconisait un front antifasciste pour la construction d'une république démocratique allemande, plutôt que de poursuivre la politique «classe contre classe» pour la construction d'une république soviétique allemande.

L'incidence du travail subversif communiste sur la production de guerre est certaine. À côté des sabotages directs (par exemple, la cellule communiste de l'usine Hasag-Werke remplaçait par du sable l'explosif de la charge des lance-roquettes antichars Panzerfaust...), l'effet des tracts appelant à travailler mal et lentement pour hâter la fin de la guerre est difficilement mesurable. Mais la productivité des usines de guerre était partout inférieure aux calculs des ingénieurs nazis. Les appels à la grève étaient de plus en plus largement suivis. Le ministre nazi de la Justice reconnut (dans un journal destiné à un cercle restreint de hauts fonctionnaires) qu'au cours du premier semestre 1944, il y avait eu 200 000 grévistes (toutes nationalités confondues) en Allemagne ! Et cela dans un climat de terreur inouïe : la police nazie avait arrêté au cours du même semestre, à l'intérieur du Reich, 177 000 hommes et femmes. À cette époque, on estime à 125 000 le nombre d'ouvriers allemands liés à la résistance antifasciste. Le Reich devait consacrer de plus en plus de moyens à sa sécurité intérieure, les 40 000 agents de la Gestapo chargés de la lutte contre la résistance ne suffisaient plus: trente nouveaux bataillons de police SS furent constitués, ainsi que des détachements de militants nazis armés.

Le KPD encaissa encore de très nombreux coups en Allemagne, notamment en automne 1944, lorsque Saefkow fut arrêté avec d'autres dirigeants et 300 militants. Saefkow fut exécuté avec 71 membres de son organisation (trois détenus étaient déjà morts sous la torture, trois autres avaient été gazés comme juifs). Les attendus du verdict du 5 septembre 1944 disent notamment :

« Saejkow, Jacob, Bästlein sont de vieux permanents communistes, profondément animés d'une haine sans borne contre notre Führer et notre État, et ils ne l'ont pas cachés au cours des audiences. Ils sont endurcis et incorrigibles. Les peines qu'ils ont déjà subies ne leur ont pas fait plus d'impression que leur séjour dans les camps de concentration. Ils ont, particulièrement en cette cinquième année de guerre, à tel point réussi à reconstituer le Parti communiste allemand et travaillé à la désagrégation de la Wehrmacht qu'ils en est résulté pour le Reich les périls les plus graves. »

Une centaine de membres de l'organisation Saefkow échappa au coup de filet et reprit le travail. Partout en Allemagne d'autres organisations se reconstituèrent, comme à Rupperthal (organisation Kapp), à Gotha (organisation Bush), en Poméranie (organisation Empacher/Krause), en Thuringe, en Allemagne centrale (organisation Büchner), à Dresde, à Cologne, à Dortmund ou, bien entendu, à Berlin (organisation Fischer).

5. — Le KPD dans les pays occupés

Tandis que les leaders sociaux-démocrates Otto Bauer et Friedrich Adler parlèrent de « nécessité historique » à propos de l'annexion de l'Autriche par le III^e Reich, le KPD dénonça clairement l'Anschluss : « La classe ouvrière allemande, le peuple allemand repoussent de toute leur force le monstrueux acte de Hitler contre l'Autriche. Les ouvriers et le peuple allemand ne veulent rien avoir à faire avec cette oppression du peuple autrichien »⁵³. Plus encore, à son 14^e Congrès, qui se tint à Draveil, près de Juvisy, du 30 janvier et 1^{er} février 1939 (pour intoxiquer la Gestapo, on parla du « Congrès de Berne »), le KPD déclara que « si la guerre devait éclater, les antifascistes allemands se rangeraient aux côtés des peuples agressés (...) Et ils feraient tout pour amener la défaite rapide du fascisme. »

C'est ce qu'ils firent. Partout des communistes allemands s'unirent aux résistants des pays occupés. En général, cet engagement est tellement dilué qu'il peut sinon passer inaperçu, du moins paraître anecdotique. Mais l'examen le révèle omniprésent et systématique. Les partis communistes des pays occupés organisaient une section « TA » (« Travail allemand ») destiné à faire de la propagande auprès des troupes d'occupation. Le « TA » étaient effectués par des militants appartenant au KPD (et/ou au Parti communiste autrichien, le KPÖ) et au parti communiste du pays concerné — souvent des immigrés qui connaissaient la langue allemande, souvent des juifs d'Europe centrale.

À Paris, le « TA » fut entamé dès juillet 1940 par deux jeunes membres du KPD, Sally Grünvogel et Roman Rubinstein⁵⁴, qui collaient des affichettes sur les murs des casernes et dans les endroits fréquentés par les soldats. Très

vite, ils groupent autour d'eux un solide groupe du KPD clandestin qui entre en contact avec le PCF. En 1941, le réseau « TA » du KPD et de KPÖ avait déjà réussi à former 27 comités de soldats dans les troupes d'occupation en France.

En Belgique, le KPD avait désigné comme responsable du « TA » Hermann Geisen, cadre du Parti et ancien interbrigadiste. Les rapports de la police militaire allemande s'inquiètent de ce travail de démoralisation à partir de mai 1941⁵⁵. En Belgique aussi, cette activité se fit au prix de nombreux sacrifices, comme celui de Wilhelm Katz, Siegfried Feur et de Werner Blank surpris en train de distribuer des tracts communistes à des soldats, au Palais des sports d'Anvers, le 1^{er} janvier 1942. Ils seront jugés et fusillés à Essen en 1943. Geisen est arrêté fin 1941 et décapité à Berlin le 21 avril 1943. Ses successeurs furent Max Stoye (décapité à Berlin en mai 1943) et Otto Abel, qui sera blessé à coups de revolver le 15 août 1943 en essayant d'échapper aux SS de la « section anti-juive ». Les SS le déportèrent à Auschwitz comme juif, sans avoir rien appris de ses activités dans le « TA ». Les autres responsables du « TA » en Belgique furent Frieda Gincburg, (qui sera arrêtée et assassinée à Ravensbrück), et l'Autrichien Gehrard Paul Herrenstadt Ce travail pris progressivement une grande ampleur: des journaux fut créés (Soldat ira Westen et Soldat am Mittelmeer) et on procéda à l'infiltration de communistes allemands ou autrichiens, sous de fausses identités françaises, dans l'administration allemande. De jeunes militantes liaient connaissance avec des soldats allemands et tentaient de leur faire comprendre le caractère criminel de la guerre hitlérienne. Ce travail eut parfois des résultats appréciables, surtout auprès des soldats autrichiens ou Volksdeutsche. Les Volksdeutsche étaient les membres des minorités allemandes de Pologne, de Tchéquie (Sudètes), de Hongrie, de Yougoslavie (Slovénie, Voïvodine), etc., et ils étaient mobilisés en tant que citoyens du grand Reich allemand. Un groupe de Volksdeutsche polonais de la Wehrmacht, travaillé en France par le « TA », procura des armes et des uniformes pour les maquis, et déserta sa caserne⁵⁶. Les Autrichiens étaient ciblés, car nombre d'entre eux se sentaient entraînés malgré eux dans la guerre hitlérienne⁵⁷. Le « TA » empruntait parfois astucieusement des voies légales. Ainsi, en 1944, des antifascistes faisaient circuler dans les unités d'occupation en Belgique, un tirage du journal nazi *Brusseler Zeitung* d'octobre 1941 où on pouvait lire un article intitulé *La Russie a perdu la guerre et la guerre sera terminée en 1941*. Remettre en circulation cette édition en 1944, un an après le désastre de Stalingrad, produisait un effet moral certain. Et lorsqu'un nazi essaya de s'opposer à la lecture collective de cet article, on lui demanda s'il croyait que le journal nazi mentait... De nombreux Allemands, militants communistes en exil, jeunes soldats ou travailleurs de l'organisation *Todt* rallièrent les maquis. C'est en URSS (particulièrement en Biélorussie, mais aussi en Crimée, en Moldavie, en Ukraine etc.), en Slovaquie (où combattaient, en 1944, 80 000 partisans encadrés par des officiers soviétiques parachutés), en Grèce (il y eut des unités partisans allemandes ou gréco-allemandes dans les 2^e, 3^e et 11^e divisions de l'armée de guérilla fondée par le Parti Communiste Grec, l'ELAS, l'Armée Nationale de Libération de la Grèce) et en Yougoslavie (les antifascistes allemands, déserteurs de la Wehrmacht ou membre de la minorité nationale allemande de Yougoslavie, formaient le détachement « Thaelmann » dans l'Armée Populaire de Libération Yougoslave de Tito⁵⁸) qu'ils furent les plus nombreux.

Mais il y en eut un peu partout : en Pologne, en Albanie, au Danemark, en Italie, et bien sûr en France : dans les Alpes, en Lozère, dans les Cévennes, dans le Limousin, etc. Le plus connu de ces maquisards est Léo Gerhard. Ce jeune antifasciste allemand était « cadré » par Werner Schwartz — un ouvrier tourneur qui avait d'abord travaillé dans une organisation clandestine du KPD en Allemagne, qui avait été interbrigadiste et qui s'était évadé d'un camp de concentration français pour finalement devenir responsable du « TA » à Toulouse. Infiltré par Schwartz dans la *Transportkommandantur* de Toulouse sous une fausse identité française, Gerhard fut arrêté à Castres pour diffusion de tracts du Comité « Allemagne libre » à des soldats allemands. Il sera libéré lors d'un transfert vers le tribunal militaire, à l'occasion de l'attaque de son train par un maquis des Francs-Tireurs et Partisans (FTP, communistes). Il devint lui-même maquisard FTP et participa notamment aux durs combats pour la libération de Tulle⁵⁹. En France, les maquisards allemands combattaient soit directement dans les unités FTP, soit dans les unités FTP qui organisaient par nationalité les combattants d'origine étrangère : les FTP-MOI (Main d'Œuvre Immigrée). Certains maquis étaient même à 100 % allemands ! Ce fut le cas du maquis FTP de Bonnacombe, que commandait, en avril 1943, l'ancien député KPD Otto Kühne⁶⁰. Les partisans allemands livrèrent aux SS, qui voulaient attaquer des villages dans les départements du Gard et de Lozère, de nombreux combats et sauvèrent ainsi leurs habitants d'actions punitives féroces. Plusieurs moururent au combat, et ceux que l'armée allemande parvenait à prendre vivants étaient torturés à mort : on retrouvait leurs dépouilles avec les parties sexuelles mutilées, la langue arrachée, les pieds et les mains profondément brûlés. Les maquisards français qui prirent part, fin août 1944, au défilé de la victoire à Nîmes, décidèrent que les partisans allemands marcheraient à leur tête et porteraient le drapeau de la victoire. Même le Corps bruxellois de l'Armée Belge des Partisans (l'organisation de guérilla fondée par le Parti Communiste) comptait une compagnie germano-autrichienne d'une vingtaine de combattants, commandée par Otto Spitz⁶¹.

Certains militants ralliaient la guérilla urbaine, et plusieurs d'entre eux, comme Léo Kneler, Alfred Wosnik ou « Richard Hugo », y réalisèrent de véritables exploits. Militant communiste à Berlin dans les années 1920, Léo Kneler avait été une première fois contraint à l'exil en 1929 ; il rentra en Allemagne en 1932, sera arrêté par les nazis, s'échappera en France, combatta en Espagne, sera enfermé dans un camp de concentration français, s'en évadera, entrera une nouvelle fois en Allemagne (sous l'identité d'un travailleur étranger volontaire) pour y organiser un groupe clandestin du KPD dans la Ruhr. Il échappe à la Gestapo lors du démantèlement de son organisation, regagne la France, y intègre l'équipe spéciale des FTP-MOI à Paris (la célèbre « Affiche rouge »)⁶². Il y commandera le détachement « Stalingrad ». C'est Kneler qui, protégé par les autres combattants de l'équipe spéciale, gagna le 28 juillet 1943, la voiture du lieutenant-colonel prince Moritz von Ratibor, donnant naissance à la légende de l'exécution du général von

Schaumburg, gouverneur militaire du Gross Paris⁶³. Moritz von Ratibor échappa à l'équipe spéciale, mais deux mois plus tard, le général SS Julius Ritter était abattu en plein Paris par la même équipe. Ritter était chargé de la déportation des travailleurs français vers le Reich dans le cadre du Service du Travail Obligatoire. Le III^e Reich lui organisa des funérailles nationales. Ce que Kneler ignorait, c'est que les armes de son groupe avaient été fournies aux FTP parisiens par une cellule du KPD active au cœur du QG de la Kriegsmarine à Paris. Le premier-maître Hans Heisel, et deux matelots qui avaient adhères au KPD clandestin en 1942, avaient volé une vingtaine de pistolets dans les vestiaires d'une piscine réservée aux militaires allemands. Ces armes furent remises à leur contact « TA » de la résistance française, et finirent dans les mains de Kneler et de ses camarades⁶⁴.



A gauche : Partisans allemands et slovaques lors de la grande insurrection antifasciste slovaque de 1944. — A droite : Partisans allemands et grecs de l'Armée Nationale de Libération de la Grèce, août 1944.



A gauche : Antifascistes allemands et autrichiens combattants dans une unité de partisans soviétiques en 1944. — A droite : Partisans allemands et autrichiens de la 104^e Compagnie du 56 bataillon FTP, Cévennes 1944.



A gauche : Antifascistes allemands et autrichiens ayant combattu dans l'Armée Belge des Partisans, Bruxelles 1944. — A droite : Partisans allemands de l'Armée Populaire de Libération Yougoslave sur la route de Semlin à Belgrade (février 1945)

Autre grande figure allemande de la guérilla urbaine en France : Alfred Woznik qui, déguisé en officier, plaça la bombe qui dévasta le mess de la Kommandantur de Nice. Plus tard, déguisé en policier allemand, il s'introduisit dans le bureau de la Gestapo à Aix, assomma le planton et repartit avec les documents secrets contenus dans le coffre. « Richard Hugo » était un ancien inter-brigadiste allemand membre du Corps Mobile de l'Armée Belge des Partisans (unité de choc, dépendant directement de l'état-major national). Avec une quinzaine de résistants, il occupa le 25 juillet 1942 le siège de l'Association des juifs en Belgique et incendia son fichier pour prévenir les déportations. « Richard Hugo » était un pseudonyme. Il sera abattu peu après par les policiers nazis, et on ne put jamais établir sa véritable identité.⁶⁵

À partir de 1943, les militants du KPD en Occident (et ainsi les mille Allemands ayant intégrés la résistance française) allaient s'organiser dans le cadre du Comité « Allemagne libre », qui développa, comme on le verra ci-dessous, ses propres structures politiques et militaires.

6. — Les réseaux spéciaux d'espionnage et de sabotage

Dès avant 1933, le KPD avait détaché des nombreux militants aguerris aux services de renseignement de l'Armée rouge (le GRU) et aux services de sécurité soviétiques, (le GPU, puis le NKVD). La principale mission de ces derniers était d'assurer la sécurité intérieure de l'URSS, mais cette mission impliquait des opérations extérieures comme la liquidation des organisations d'exilés anti-soviétiques entretenant des réseaux en URSS, l'infiltration des services secrets des pays hostiles à l'URSS, etc. Les services rendus à la cause antifasciste par les communistes allemands liés aux services secrets soviétiques sont littéralement inestimables. À côté d'exemples bien connus comme celui du réseau Sorge et du réseau Harnack/Schulze-Boysen (pôle berlinois de l'organisation appelée par le contre-espionnage nazi « l'Orchestre rouge »), combien d'exemples restés dans l'ombre comme celui de la brigade du Département des missions spéciales du NKVD ou celui de l'organisation Wollweber.

Richard Sorge a été qualifié « d'espion du siècle » pour avoir monté à Tokyo le réseau « Ramzaï » (ou « Ramsay ») qui, de septembre 1933 à octobre 1941, informa précisément l'URSS des intentions politiques et du potentiel militaire du Japon. Sorge avertit ainsi l'URSS que le Japon ne l'attaquerait pas en 1941, ce qui permit d'envoyer contre l'armée allemande les divisions qui défendaient l'Extrême-Orient soviétique. Ce réseau bénéficiait de la précieuse collaboration de militants communistes japonais clandestins, mais comptait aussi d'autres communistes allemands. Sorge, lui-même fut membre du KPD dès sa fondation en 1919. Spécialisé dans l'agit-prop jusqu'à la première interdiction du Parti, en 1922, il fut ensuite affecté à l'appareil de liaison et de sécurité⁶⁶. Il se rendit en 1924 à Moscou, où il prit la nationalité soviétique et entra dans le service de renseignements du Komintern, (pour lequel il fit plusieurs missions en Scandinavie, en Allemagne, en Grande-Bretagne), puis au GRU. Sa première mission pour le GRU fut l'organisation d'un réseau à Shanghai, en 1929, avec deux autres communistes allemands. À Tokyo, Sorge eut comme technicien radio d'abord Bruno Wendt, militant du KPD formé par le GRU à Moscou⁶⁷, ensuite Max Klausen, un marin communiste de Hambourg qui avait fait, comme Sorge, mais dans un réseau différent du renseignement pour le GRU à Shanghai⁶⁸. Sorge bénéficiait aussi de la collaboration de Günther Stein, un antifasciste allemand, correspondant à Tokyo d'un journal anglais.

Otto Harnack, militant clandestin du KPD qui travaillait pour le GRU depuis 1932 était un haut fonctionnaire du ministère de l'économie du Reich. Harro Schulze-Boysen était un officier antifasciste recruté par Harnack, qui travaillait au siège de la Luftwaffe⁶⁹. Le réseau Harnack/Schulze-Boysen comptait une centaine de personnes. Il était à ce point intégré dans le « Tout-Berlin » qu'il put fournir des années durant et en continu les informations de la plus haute importance au GRU : renseignements techniques sur les armes, horaires et plans d'offensive, ordre de bataille de l'armée hitlérienne, etc. Un de ses membres, Horst Heilmann, militant de la jeunesse communiste qui avait fait mine de passer aux nazis, travaillait même au service de décryptement de l'Abwehr, les services secrets de l'armée allemande. « Ce réseau a coûté à l'Allemagne la vie de 200 000 soldats », écrit le chef de l'Abwehr, l'amiral Canaris, tandis qu'un rapport de la SS daté du 22 décembre 1942 exposait que :

« Le danger de ce groupe est prouvé par le fait qu'il avait des agents dans les ministères de l'Air, de l'Économie, de la Propagande et des Affaires étrangères, au Commandement Suprême, à l'État-Major de la Marine, à l'Université de Berlin, dans le bureau politico-racial, dans l'Administration municipale de Berlin et dans le Service National de défense du travail [...] Les personnes arrêtées étaient prêtes à aider, par tous les moyens dont elles disposaient, l'Union soviétique dans sa lutte contre l'Allemagne. »⁷⁰

Les informations du réseau étaient si précieuses pour le CRU, que l'aviation soviétique lui parachuta en plein Reich, entre octobre 1941 et juillet 1942, cinq communistes allemands qui avaient reçu une formation de technicien radio pour favoriser les communications avec Moscou⁷¹. La Gestapo arrêta 126 membres du réseau. 49 furent torturés, condamnés à mort et pendus à des crochets de boucher (dont Harnack, Schulze-Boysen et Heilmann), 5 sont morts sous la torture pendant les interrogatoires (brûlures, bras et jambes broyés dans des étaux,...), 2 se sont suicidés (parmi lesquelles John Sieg, un ancien rédacteur du Rote Fahne qui écrivait le bulletin du réseau : Le Front intérieur), près de 80 ont été envoyés en camps de concentration où 40 trouvèrent la mort.

De nombreux communistes allemands exilés en URSS faisaient partie de la brigade du Département des missions spéciales du NKVD, qui rassemblait 20 000 combattants d'élite, hommes et femmes, soviétiques et étrangers. Pour

donner la mesure du degré de confiance qu'inspirait cette brigade internationale, c'est à elle que fut confié la défense du Kremlin, lorsque les armées hitlériennes arrivèrent devant Moscou...⁷²

Erich Wollweber avait été un des matelots dont la mutinerie fut l'étincelle de la révolution allemande de 1918. Il fut le chef militaire de l'insurrection communiste de mai 1923 à Bochum, puis responsable au « West Büro » du Komintern. Il dirigea l'appareil clandestin de l'Internationale des marins et dockers (Internationale der Seeleute und Hafendarbeiter ou ISH), fondée en 1930 à Hambourg par le Profintern, — l'internationale syndicale rouge. Implantée dans 22 pays et 19 colonies, l'ISH était dirigée par Albert Walter, qui sera arrêté la nuit de l'incendie du Reichstag et assassiné par les nazis. L'organisation Wollweber réalisa avant et pendant la guerre des sabotages qui portaient soit sur les marchandises transportées par des navires de l'Axe, soit sur les navires eux-mêmes. Une des techniques utilisées consistait à mêler au combustible un bloc d'explosif qui avait l'aspect du charbon. En pleine mer, il était enfourné dans la chaudière et y explosait, coupant le navire en deux... L'organisation Wollweber envoya de cette manière par le fonds de nombreux navires allemands, italiens, japonais et polonais. Il faut rappeler que la Pologne des années 1930 était une dictature fasciste alliée à Hitler (Hitler lui donna sa part de la Tchécoslovaquie : les 1 700 km² de la région de Teschen). Voilà pourquoi en 1938, le groupe de Bergen (Norvège) de l'organisation Wollweber fit couler, entre autres, en mer du Nord, le cargo polonais Stefan Batory avec sa cargaison de matériaux stratégiques destinée à Franco. Lors du procès du groupe de Copenhague, en juillet 1941, le tribunal accusa les saboteurs de Wollweber d'avoir fait sauter 16 navires allemands, 3 italiens et 2 japonais⁷³.

Les centaines de soldats allemands noyés lors du naufrage d'un transport de troupes navigant du Danemark vers la Norvège, auraient été les victimes des saboteurs de Wollweber. L'organisation était principalement basée en Allemagne, en Scandinavie, à Dunkerque, au Havre, à Rotterdam et à Anvers. Le groupe anversois de l'organisation Wollweber avait notamment coulé le cargo italien Boccaccio en novembre 1937, et incendié en juin 1938 le cargo japonais Kasji Maru qui devait se rendre en Espagne franquiste. Lorsque les nazis envahirent la Belgique, ce sont les dossiers de la police belge qui permirent à la Gestapo d'arrêter, de torturer et d'assassiner les dockers anversois de l'organisation Wollweber. La police belge avait transmis avant-guerre ses informations à la Gestapo dans le cadre d'Interpol (de 1938 à 1945, ce sont des généraux SS qui présidèrent Interpol⁷⁴). Le Commissaire général de la police judiciaire belge responsable de cette collaboration, Florent Louwage, fut pendant la guerre le délégué belge au siège d'Interpol à Berlin, et après la guerre... président d'Interpol⁷⁵.

À partir de 1933, c'est souvent par les marins, dockers et bateliers de l'organisation Wollweber que le KPD assurait ses liaisons avec ses organisations en Allemagne, et c'est elle qui réussit à l'exploit de sortir du Reich toutes les archives du Komintern. L'organisation avait en outre un réseau d'informateurs dans les ports suédois qui communiquaient par radio à la marine soviétique les mouvements des navires allemands venant charger le minerai de fer et les précieux roulements à billes SKF. Cet approvisionnement était vital pour le Reich, et constituait la cible privilégiée des sous-marins soviétiques embusqués au large : plus d'une trentaine de transports allemands furent ainsi coulés⁷⁶. C'est d'ailleurs en Suède qu'Erich Wollweber se fit arrêter. Son extradition fut immédiatement demandée par les nazis, mais il déclara avoir acquis la citoyenneté soviétique, ce que confirma Alexandra Kollontaï, ambassadrice de l'URSS à Stockholm. Wollweber fut expulsé en URSS quelques mois plus tard⁷⁷. Ces lignes ne donnent qu'une idée imparfaite du rôle des communistes allemands dans les organisations secrètes soviétiques et kominterniennes. L'histoire de plusieurs de ces organisations reste à écrire, leurs membres ayant gardé le secret sur leur engagement et ayant continué à opérer, après la victoire sur Hitler, dans le cadre de la guerre froide. Ce fut le cas de la branche hambourgeoise et de la branche tchécoslovaque du réseau Harnack/Schulze-Boysen, qui échappèrent jusqu'au bout à la Gestapo, et qui furent réactivées après-guerre par le GRU⁷⁸. Ce fut aussi le cas de pans entiers de l'organisation Wollweber, et c'est ainsi que Kurt Wissel, un ancien assistant de Wollweber, joua un rôle important dans le réseau formé par William Pischer (alias Rudolf Abel) aux USA. En 1949-50, Wissel mit ainsi en place sur la côte Est des USA un réseau dormant de dockers susceptibles d'effectuer des sabotages en cas de guerre contre l'URSS.

7. — Le Comité « Allemagne libre »

Le 10 juin 1941, un communiste allemand mobilisé, Rudolf Richter, rejoignait les avant-postes soviétiques et les prévenait d'une attaque imminente des troupes hitlériennes contre l'URSS. Le soir du 21 juin, le soldat Alfred Liskow franchissait le Bug à la nage et donnait de nouvelles précisions aux Soviétiques : l'attaque serait pour le lendemain. Dans la nuit, le sous-officier Wilhelm Shutz, désertait son régiment dans lequel on venait de lire l'ordre d'invasion. Blessé par les sentinelles allemandes, il fut recueilli par des soldats soviétiques et, à demi évanoui, il leur dit : « Je suis communiste ; dans une heure, ce sera la guerre ; ils vont vous attaquer, faites attention, camarades ! ». Dans les jours qui suivirent plusieurs communistes mobilisés profitèrent de la guerre contre l'Union soviétique pour désertier et passer à l'Armée rouge. Faire ce choix au moment où l'armée allemande allait de victoire en victoire ne pouvait qu'être le fait de communistes convaincus⁷⁹.

Sur proposition de Dimitrov, devenu secrétaire général du Komintern, un appel de 158 prisonniers allemands fut diffusé par radio Moscou et largué sous forme de tract au dessus des lignes hitlériennes. C'était un nouveau pas vers la fondation, à Krasnogorsk, en juillet 1943, du Comité national « Allemagne libre » (Nationalkomitee « Freies Deutschland »). Son programme prévoyait de lutter pour la fin de la guerre (avec renonciation de l'Allemagne à tous les

territoires conquis), pour la formation d'une république démocratique et pour le jugement des hitlériens. À sa fondation, le Comité était dirigé par 13 exilés communistes (8 cadres du KPD dont Wilhelm Pieck et Walter Ulbricht et cinq intellectuels) et 25 militaires antifascistes qui avaient été capturés par l'Armée rouge.

Des délégués du Comité « Allemagne libre » faisaient des conférences dans les camps de prisonniers, et les ralliements amenant d'autres ralliements, le Comité se développa rapidement. À partir de Stalingrad, le mouvement allait prendre un caractère massif, ralliant des milliers de soldats, des centaines d'officiers, 63 généraux, et même le Feldmarechal von Paulus, qui avait capitulé à Stalingrad malgré l'ordre de Hitler de combattre jusqu'à son dernier soldat. Le Comité s'engagea massivement pour précipiter la désagrégation des armées hitlériennes. En 1944, 1500 délégués du Comité, qui avaient généralement suivis une formation idéologique à l'école antifasciste de Krasnogorsk, étaient sur le front. Au moyen de hauts parleurs, ils invitaient les soldats à mettre un terme à la guerre. Cette activité était soigneusement organisée. On collectait au préalable des renseignements sur l'unité à « travailler », on lui envoyait un délégué originaire de sa région de recrutement, et celui-ci s'adressait aux soldats en dialecte régional, etc. Les résultats de cette activité furent décevants, à quelques exceptions près, comme la capitulation, le 8 juillet 1944, du commandant et de nombreux soldats du XII^e Corps d'Armée dispersés dans les environs de Minsk. Parfois même, les membres du Comité (comme Heinz Kessler, qui sera vice-ministre de la défense de la RDA) s'infiltraient dans les lignes allemandes, ou étaient parachutés derrière elles. L'un d'eux, Hans Jahn, déguisé en officier, pris un jour le commandement d'une compagnie coupée de son régiment et la conduisit chez les Soviétiques. Hans Jahn fut tué peu après cet exploit⁸⁰. Des groupes d'action comptant jusqu'à 60 volontaires furent parachutés loin derrière les lignes pour porter aide aux partisans, comme par exemple le groupe 117 de Félix Scheffler, qui contribua grandement à la reddition des 12 000 hommes d'une division. Scheffler lui-même, déguisé en Feldgendarme, régla la circulation de telle manière que tout un convoi tomba dans une embuscade des partisans...

Des tracts du Comité étaient lâchés en masse au dessus des lignes allemandes, et des émissions radio étaient réalisées à destination de l'Allemagne et de la Wehrmacht. Cette activité fit surgir quelques groupes clandestins au cœur de l'armée allemande (dans un bataillon de sûreté à Francfort-sur-Oder, dans la Division-école des panzers à Bergen-Belsen, et dans plusieurs unités cantonnées en Bavière et à l'étranger). Ceci amena le haut commandement de la Wehrmacht à créer le 30 mai 1944 un état-major spécial de contre-propagande, et à affecter à chaque division un officier SS chargé de ce travail. Un ordre spécial signé par Keitel, commandant en chef de la Wehrmacht, indiquait que les parents des prisonniers de guerre seraient tenus responsables des défections de ceux-ci et les payeraient « de leurs biens, de leur liberté et de leur vie. » À partir de décembre 1944, tous les militaires allemands durent signer une circulaire qui disait : « Le commandement m'a fait savoir qu'en cas de ma reddition aux Russes, toute ma famille, père, mère, femme, enfants et petits-enfants, sera fusillée ». La Gestapo y ajouta les procédés habituels de la guerre secrète : des agents nazis se firent passer pour des déserteurs pour démasquer les groupes d'action du Comité. Les cours martiales condamnèrent 24 500 militaires allemands à être fusillés pour activité antifasciste — et des milliers d'autres à être emprisonnés.

Le Comité « Allemagne libre » pour l'Ouest (France, Belgique et Luxembourg) fut formé sous la direction d'Otto Niebergall. Niebergall était le responsable du KPD en Sarre de 1926 à 1935. Il avait quitté Sarrebruck, où il avait été élu, lors du rattachement de la Sarre au Reich. Il avait ensuite dirigé, depuis la frontière franco-belge, la centrale clandestine du KPD pour la Sarre et le Palatinat et, depuis Forbach, la centrale pour la Rhénanie. Arrêté par la police belge en début de 1940, il s'évade et devient responsable du KPD pour la France, la Belgique et le Luxembourg. Il forma le Comité « Allemagne libre » pour l'Ouest en réunissant les militants du KPD, les militants affectés au « TA », des militaires antifascistes, des émigrés politiques allemands socialistes et catholiques, et des travailleurs de l'organisation Todt. Le responsable pour la zone Sud était Heinz Pries, ancien commissaire politique du bataillon «Hans Beimler» en Espagne, qui s'était évadé d'un camp de concentration français pour devenir responsable du KPD à Lyon, et par Walter Vesper, l'ancien responsable du « TA » des FTP-MOI en zone Sud⁸¹. Fin 1943, Harald Hauser, également un vieux militant du KPD, devient responsable de la zone Nord. Deux hebdomadaires sont créés en France par le Comité, qui succèdent aux publications réalisées par le KPD dans le cadre du « TA ». En zone Sud, le comité fait paraître 25 numéros d'Unser Vaterland, et en zone Nord, 63 numéros (édités chacun à 200 000 exemplaires !) de Volk und Vaterland. L'organisation de Richard Gladewitz était infiltrée dans la Wehrmacht et s'y livrait à du sabotage, à des détournements d'armes et d'argent pour les maquis. L'envoi massif de travailleurs étrangers en Allemagne dans le cadre du STO allait permettre au Comité d'envoyer des émissaires dans le Reich sous couvert de fausses identités françaises. Outre ses journaux, le Comité publia clandestinement en France 109 différents tracts, 5 brochures et un grand nombre de circulaires. Le Comité « Allemagne libre » forma dans 25 départements des unités combattantes qui luttèrent dans les maquis FTP ou qui pratiquèrent la guérilla urbaine en attaquant des clubs d'officiers, des postes de la Gestapo et de la Feldgendarmerie. C'est dans ces combats que s'illustrèrent notamment Max Lingner et Ernst Scholz⁸². À Brive, 350 soldats et officiers, partisans du Comité « Allemagne libre », passèrent avec leur colonel en tête du côté de la Résistance. Plusieurs maquisards du KPD continuèrent la guerre dans les rangs du régiment du colonel Fabien, et participèrent à la libération de l'Alsace. En Belgique, où le Comité éditait Freies Deutschland et la Freiheitbriefe an die Deutsche Wehrmacht, les antifascistes allemands participèrent à la lutte armée dans les rangs de l'Armée Belge des Partisans (ABP, communiste) à Bruxelles, dans le Brabant wallon et à Anvers. C'est ainsi qu'à Anvers, deux combattants allemands d'un groupe de choc de l'ABP furent tués dans un combat avec des gestapistes et d'autres seront capturés et transférés en Allemagne pour y être décapités⁸³. Plus de 20 militants du KPD trouvèrent la mort suite à leur engagement dans la Résistance belge.

A l'entrée des troupes alliées en Allemagne, plusieurs organisations clandestines du KPD et du Comité « Allemagne libre » passèrent à la lutte ouverte, non sans pertes. Le groupe « Allemagne libre » de Cologne, qui avait été fondé en 1943 à l'initiative de militants communistes, avait un noyau de plus de deux cents membres, et entreprit de rassembler des résistants de tous les horizons politiques et idéologiques. Des tracts incitant la population allemande à commettre des sabotages, afin d'enrayer la machine de guerre nazie, et encourageant les soldats à désertre, furent distribués, et les résistants apportèrent leur aide aux travailleurs forcés étrangers. La Gestapo de Cologne arrêta, en novembre 1944, 1800 membres et sympathisants du groupe, assassina les principaux responsables et parvint ainsi à démanteler durablement le groupe dans la ville. Le 4 février, sur les ondes de la radio du Comité, Walter Ulbricht appela à l'insurrection populaire contre Hitler. Dans la région de Kiel, les groupes de choc du KPD attaquèrent audacieusement des batteries de D.C.A. et des postes de police. À Wrocław (Breslau) un militant du KPD, Hermann Hartmann, avait organisé une centaine de militants en groupes de trois⁸⁴. L'organisation Hartmann commença la guérilla urbaine (grenadage d'un local nazi), et le Comité « Allemagne libre » lui envoya, à partir des lignes soviétiques, un renfort de 80 combattants.

L'enrôlement de tous ceux qui n'avait pas été mobilisés dans l'armée (adolescents, vieillards, malades, handicapés) dans les rangs du Volkssturm, et la défense à outrance des villes furent, en de nombreux endroits, sinon empêchés, du moins affaiblis par les membres et sympathisants du Comité. Ainsi à Leipzig, à Iéna, à Cologne, à Gotha, à Chemnitz (Karl-Marx-Stadt), à Rostock, Stalsund, Grimmen, Greifswald, Borzow, Belzig, Freiberg, etc. Plusieurs comités locaux surgirent au moment de la libération et constituèrent des contre-pouvoirs. À Leipzig le Comité local « Allemagne libre » regroupait 4 500 personnes. À l'arrivée des forces américaines, il avait entrepris les premiers travaux de déblaiement et entamé la dénazification. À son arrivée, l'armée américaine refusa le candidat antifasciste à la mairie, y nomma un politicien conservateur et interdit le Comité...⁸⁵



A gauche : Conférence constitutive du Comité « Allemagne libre » à Moscou, en juillet 1943. — A droite : Walter Ulbricht et Erich Weinert, dirigeants du KPD et du Comité « Allemagne libre », appellent les soldats de la Wehrmacht encerclés à Stalingrad à mettre bas les armes.

**NATIONALSOZIALISTISCHES
„FREIES DEUTSCHLAND“**

SOLDATEN!
MÄNNER DES OSTPREUSSISCHEN VOLKSSTURMS!

Wacht! Wacht! Wacht! Was ist das für ein Signal? Das ist das Signal zum Einsteigen in den Kampf! Das ist das Signal zum Einsteigen in den Kampf! Das ist das Signal zum Einsteigen in den Kampf!

Jeder Kessel wird liquidiert.

Wir haben keine Panzerabwehrkanone. Wir haben keine Artillerie. Wir haben keine Luftabwehr. Wir haben keine Panzerabwehrkanone. Wir haben keine Artillerie. Wir haben keine Luftabwehr.

Der Heerführer hat sich ergeben! Die Wehrmacht hat sich ergeben!

Wir haben keine Panzerabwehrkanone. Wir haben keine Artillerie. Wir haben keine Luftabwehr. Wir haben keine Panzerabwehrkanone. Wir haben keine Artillerie. Wir haben keine Luftabwehr.

Warum gebt ihr nicht das Signal zum Einsteigen in den Kampf?

Die Wehrmacht hat sich ergeben. Die Wehrmacht hat sich ergeben. Die Wehrmacht hat sich ergeben. Die Wehrmacht hat sich ergeben. Die Wehrmacht hat sich ergeben.

DAS IST DIE WAHRHEIT!

Das ist die Wahrheit! Das ist die Wahrheit! Das ist die Wahrheit! Das ist die Wahrheit! Das ist die Wahrheit!

SOLDATEN!

Wir sind die Soldaten! Wir sind die Soldaten! Wir sind die Soldaten! Wir sind die Soldaten! Wir sind die Soldaten!

WER FÜR HITLER KÄMPFT, KÄMPFT GEGEN DEUTSCHLAND!

WER FÜR HITLER KÄMPFT, KÄMPFT GEGEN DEUTSCHLAND!

BERLINER ZUM KAMPF

Rettet was uns noch verbleiben ist!

Rettet Berlin! Tod den Hitlertanten!

Unser das Leben,

BERLINER ZUM KAMPF

Rettet was uns noch verbleiben ist!

Rettet Berlin! Tod den Hitlertanten!

Unser das Leben,

A gauche : Appel du Comité « Allemagne libre » à saboter la levée du Volkssturm en Prusse orientale (mi-mars 1945)— A droite : Mot d'ordre du KPD contre les projets hitlériens de résistance à outrance. Ces papillons furent collés à Berlin alors que l'armée soviétique approchait de la ville.

8. — Jusque dans les camps

Dans les camps de concentration et d'extermination, les SS employaient un grand nombre de détenus comme auxiliaires : chefs de chambrée, chefs de baraquement, employés de bureau, chefs d'équipe dans les chantiers et les ateliers, personnel d'entretien, etc. Occuper une de ces places augmentait considérablement les chances d'échapper à la mortalité effroyable des camps (en 1941, 76 % des détenus de Mauthausen décédèrent de sous-alimentation et de mauvais traitements). Différents réseaux se les disputèrent à coups d'assassinats directs ou indirects (dénonciation aux SS, mutation dans un chantier particulièrement meurtrier, etc.). C'est d'abord aux prisonniers allemands de droit commun que les SS confièrent ces postes, mais leurs vols et leurs trafics perturbaient l'ordre des camps. Les militants du KPD (identifiés comme tels ou non) noyautèrent peu à peu l'administration des camps. Ils parvinrent, grâce à une utilisation centralisée et rationnelle des possibilités ainsi offertes, à donner aux SS l'apparence d'une « bonne administration » tout en développant un vaste réseau de solidarité et de lutte. Partout où le KPD pu infiltrer l'appareil des camps, la condition des déportés s'améliora, tandis que les droits communs volaient la nourriture des détenus et que les organisations chauvines polonaises et ukrainiennes rivalisaient avec les SS dans la persécution des juifs et des Russes.

Se trompant sur les apparentes « bonnes dispositions » de prisonniers politiques allemands, Himmler leur proposa, en octobre 1944, la liberté en échange d'un engagement dans la Brigade SS du général Dirlwanger. Dirlwanger trouvait saugrenue l'idée de « combattre les Soviétiques avec des communistes » et l'expérience montra qu'il avait raison. Seuls 800 prisonniers politiques acceptèrent de s'engager, et le résultat fut catastrophique. Par sections entières, 400 d'entre eux désertèrent quelques mois plus tard, en pleine bataille, mettant toute la brigade en péril ; ils furent une centaine à parvenir à rallier l'Armée rouge⁸⁵. L'affaire avait un précédent : les détenus en fin de peine (politiques et droits communs) étaient versés dans la Division disciplinaire 999 de la Wehrmacht, affectée à l'occupation de la Grèce. Les communistes y avaient reconstitué l'organisation du Parti et pillaient les stocks de la division au profit des maquis communistes de l'ELAS, l'Armée de Libération Nationale de la Grèce. Plusieurs désertèrent avec armes et bagages, et devinrent partisans, comme Gerhard Reinhardt qui fut capitaine dans l'ELAS.

Les communistes allemands constituèrent dans tous les camps une organisation clandestine. À Mauthausen, c'est le député du KPD Franz Dahlem⁸⁷ qui la dirige. À Sachsenhausen, en 1942, les gestapistes avaient tenté de frapper l'organisation clandestine « à l'aveuglette » : tous les détenus membres du KPD occupant une fonction « civile » furent arrêtés, interrogés et envoyés sur des chantiers particulièrement meurtriers. Mais ils ne révélèrent rien sous la torture et l'organisation survécut à leur perte. Ce n'est qu'en 1944 que les 200 mouchards entretenus dans le camp par la Gestapo lui permirent d'identifier 160 membres de l'organisation. Certains d'entrés eux furent tellement torturés qu'on les a portés sur des brancards au four crématoire. Le 11 octobre, les 27 principaux accusés (parmi lesquelles 3 députés du KPD) furent fusillés, mais à cette date l'organisation était déjà reconstituée. En novembre 1944, c'est l'organisation clandestine de Dora qui est touchée : les SS arrêtent, torturent et assassinent de nombreux cadres communistes. Friedrich Pröll, qui appartenait effectivement à la direction de l'organisation clandestine, est jeté au cachot en attendant la torture, il en fait sortir ce mot : « N'ayez pas peur, demain je serai mort et les morts ne parlent plus », et se suicide⁸⁸. L'organisation de Dora fut reconstituée par Albert Kuntz. Arrêté le 6 mars 1933, il avait été condamné à trois ans de travaux forcés mais n'était jamais sorti des camps de concentration. Il fut assassiné en 1945, avec Georg Thomas et Ludwig Szyczak, deux autres communistes allemands qui avaient refusé de pendre des soldats soviétiques évadés et repris.

C'est à Buchenwald que l'organisation clandestine communiste fut la plus développée et la plus efficace. Au printemps 1942, elle avait pris le contrôle de presque toutes les fonctions « civiles » du camp. Elle sauva la vie de nombreux condamnés à mort. Un des procédés consistait à échanger l'identité du condamné avec celle d'un détenu ordinaire qui venait de mourir : on enlevait au détenu condamné le morceau de peau tatoué de son numéro et on lui retatouait le numéro du détenu décédé. Les organisations clandestines d'Auschwitz et de Mauthausen réussirent aussi des substitutions de ce type. Un autre procédé consistait à déclarer le condamné atteint du typhus et à l'affecter dans les locaux de quarantaine où les SS n'osaient pénétrer. L'organisation de Buchenwald réussit à monter le système médical le plus développé de l'univers concentrationnaire, entièrement équipé de matériel volé aux SS ; elle assurera la solidarité alimentaire envers les malades et les prisonniers de guerre soviétiques privés de nourriture ; elle préservera la vie des cadres du Parti. Elle mit au point un service d'information alimenté par une radio clandestine qui diffusa 26 numéros d'une feuille d'information, et assurera la formation politico-théorique des militants⁸⁹. Elle fut à l'origine de la création d'un Comité international (ILK) en aidant à la constitution d'une organisation clandestine par nationalité (onze organisations nationales furent finalement membres de l'ILK). Elle obtint de remarquable succès dans le sabotage de la production de guerre des usines employant la main d'oeuvre déportée. À Dora (qui dépendait de Buchenwald et où on produisait les fusées « V2 »), 80 % de la production étaient mis au rebut ; à l'usine Gustloff, la production chuta de 55 000 fusils à quelques milliers avec le début du travail concentrationnaire, et les trois quarts de la production furent renvoyés par la Wehrmacht comme inutilisables. Il était prévu de produire 10 000 pistolets par mois, mais la production resta « à l'essai » pendant deux ans, et dans l'intervalle, une quantité incroyable de matières premières et d'énergie avait été délibérément gaspillée⁹⁰. L'organisation clandestine constitua une branche militaire, l'Organisation Militaire Internationale (IMO), dans la perspective d'une insurrection armée. Au moment de l'insurrection, l'IMO disposait de 91 fusils avec 2 500 cartouches, une mitrailleuse avec 2 000 cartouches, 20 armes de poing, 200 cocktails molotov, des

grenades artisanales, des couteaux, des cisailles, etc. Pour protéger le secret de toute cette activité, elle développa au plus haut point l'espionnage des autorités SS et liquida discrètement de nombreux mouchards.

Les organisations clandestines des camps étaient en relations avec le Parti. Les organisations des villes voisines faisaient parvenir dans les camps du matériel politique, des vivres et parfois des armes. À Dachau, c'est un ancien détenu du camp, Georg Scherer, qui dirige une organisation locale du KPD qui prépare la libération armée des prisonniers. À Saschenhausen, on organise l'évasion de cadres au profit de l'organisation du KPD à Berlin. Ce fut le cas de l'interbrigadiste Herbert Tschäpe, évadé en avril 1944, de Rudi Wunderlich et de Richard Schmeink, évadés en juin 1944. La proximité de Berlin du complexe concentrationnaire d'Oranienburg-Sachsenhausen offrait de nombreuses possibilités de connexions avec le KPD clandestin. Les 300 témoignages de déportés français recueillis par l'Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen évoquent à de très nombreuses reprises la complicité des ouvriers berlinois avec les déportés mis au travail dans leurs usines⁹¹. Alors que le simple fait de partager un casse-croûte menait le civil allemand en camp de concentration, plusieurs d'entre eux passaient aux détenus non seulement de la nourriture mais aussi la presse clandestine communiste. En outre, ils fermaient les yeux sur les sabotages des déportés allemands et étrangers, voire sabotaient eux-mêmes. Il s'agissait d'une minorité, bien entendu, mais d'une minorité suffisamment représentative pour avoir marqué la mémoire de nombreux déportés français, et pour avoir contribué à la mise en échec de la production du bombardier Heinkel 177. Sur les 120 avions construits en 1943, aucun n'était utilisable... Le KPD organisa dans les camps plusieurs cérémonies d'hommage à ses dirigeants assassinés. À deux reprises, ces cérémonies eurent des conséquences tragiques. Le 18 août 1944, après onze années de torture, les SS assassinèrent Ernst Thaelmann dans les sous-sols du crématoire de Buchenwald⁹². Son prestige était tel qu'ils mirent sa mort sur le compte d'un bombardement américain, dans l'espoir de susciter des dissensions entre les communistes et les opposants pro-occidentaux. Une cérémonie secrète d'hommage fut organisée à Buchenwald même. Un mouchard parvint à la surprendre et la Gestapo arrêta plusieurs responsables de l'organisation, parmi lesquels le dirigeant du KPD Robert Siewert. Tous résistèrent à d'affreuses tortures et les secrets de l'organisation clandestine furent préservés. Un autre mouchard dénonça la cérémonie d'hommage au député KPD Lambert Horn, mort à Saschenhausen le 2 juin 1939 (les communistes du camp avaient défilés les uns après les autres devant sa dépouille), et là aussi, la répression fut sanglante.

Aux derniers jours du camp, l'organisation de Buchenwald parvint à empêcher le départ de 21 000 détenus dans les « marches de la mort » pour finalement déclencher, le 4 avril 1945, l'insurrection armée. Lorsque les militaires de la Troisième Armée US arrivèrent à Buchenwald, les 850 combattants de l'IMO avaient déjà libéré le camp dans un bref mais violent combat contre des SS démoralisés et rapidement débandés. 150 gardes SS avaient été capturés, 1 500 fusils, 180 Panzerfaust et 20 mitrailleuses récupérés. Le premier officier allié à pénétrer à Buchenwald témoigne :

« Nous entrons dans le camp : aucune trace de combat ; il n'y a pratiquement aucune résistance des SS [...] Ça et là, dans le camps, nous apercevons certains hommes qui ont perdu déjà l'aspect de déportés politiques. Ils portent des grenades accrochées à la ceinture, des fusils, des Panzerfaust ; Ils donnent l'impression de vouloir constituer une force révolutionnaire dans le camp. »⁹³

Un plan d'insurrection avait également été mis au point à Mauthausen : l'organisation clandestine avait préparé ses groupes de choc armés d'un pistolet-mitrailleur, de vingt armes de poing, de quelques dizaines de grenades, de cocktails molotov, de matraques et de couteaux. La fuite des gardes SS rendit le plan caduc. Les groupes de combat de l'organisation clandestine récupérèrent toutefois d'autres armes et firent le coup de feu, pendant quelques jours, contre les troupes hitlériennes retraitant dans la région.



A gauche : La punition des prisonniers politiques à Buchenwald par le bourreau SS Martin Sommer. — A droite : Les insurgés de Buchenwald (avec des soldats américains et des prisonniers SS) après l'auto-libération du camp.

9. — Leçons d'une résistance, raisons d'un déni

Sortez de l'ombre
Pour un instant
Combattants anonymes, au visage voilé, et recevez
Notre salut !⁹⁴

La valeur de la prétendue dénazification de la RFA peut se mesurer au fait qu'aucun des juges n'a eu, après la guerre, à rendre compte d'une seule des milliers de condamnations à mort d'opposants qu'ils avaient prononcées entre 1933 et 1945... Alors que tout juriste ayant collaboré à l'élaboration ou à l'application de la législation du III^e Reich était exclu de l'appareil judiciaire en Allemagne de l'Est, 1310 juristes des « tribunaux d'exceptions » nazis avaient repris, en 1955, du service dans les tribunaux ouest-allemands. Ces « tribunaux d'exceptions » avaient prononcé à eux seuls plus de 50000 condamnations à mort. Constitués en mars 33, ils étaient placés en dehors de la juridiction publique pour « exterminer totalement les adversaires du III^e Reich ». Cette complaisance de la RFA alla fort loin. Le docteur Erich Anger par exemple, ancien procureur au « tribunal d'exception » de Leipzig, avait été reconnu coupable de multiples assassinats juridiques et condamné par un tribunal est-allemand en 1945. À sa sortie de prison, il s'enfuit en RFA et est nommé... procureur à Essen⁹⁵. On s'imagine de quelle manière ces magistrats ont jugé leurs anciens complices : ils achevèrent de transformer la dénazification de la RFA en mascarade. Il n'y eut en RFA que 5 234 condamnations d'assassins nazis, et ces condamnations équivalaient en moyenne à dix minutes de prison par personne assassinée. En 1965, la RFA prononça carrément une loi d'amnistie. Elle fut annoncée par le président de la République fédérale Heinrich Lübke. Heinrich Lübke était un ancien collaborateur de la Gestapo de Stettin et l'ancien patron du travail concentrationnaire à Peenemünde et à Leau, une dépendance de Buchenwald...

Et il en a été des journalistes et des historiens comme des militaires et des juristes. Tous sont restés à leur poste. Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'historiographie ouest-allemande se soit acharnée à occulter la résistance communiste pour nourrir la thèse du « nous avons tous été abusés par Hitler/victimes de Hitler ». Si plusieurs monographies récentes décrivent cette résistance facette après facette, région après région⁹⁶, le ton général reste au déni. À titre d'exemple, le catalogue de l'exposition organisée par le Bundestag au Reichstag sur l'histoire de l'Allemagne consacre trente lignes aux conjurés du 20 juillet et une seule ligne pour la résistance : « des cellules sociales-démocrates et communistes ainsi que des hommes d'Église »⁹⁷.

Mettre sur le même plan ces trois résistances est déjà une imposture : seule la résistance communiste a embrassé toutes les formes possibles de lutte (propagande, sabotage, guérilla, espionnage, lutte syndicale, etc.). Elle est la seule à avoir lutté du premier au dernier jour du III^e Reich, et à avoir étendu son action à toute l'Allemagne (jusque dans les camps et dans l'armée). Elle est enfin la seule à avoir réellement affaibli la machine de guerre nazie. Chrétiens et socialistes s'opposèrent le plus souvent individuellement, ou dans le cadre d'un petit cercle de proches. Quant au célèbre complot du 20 juillet 1944, il était pour le moins équivoque. Derrière la belle figure du colonel von Stauffenberg, le conjuré qui plaça la bombe visant Hitler, et qui était un véritable patriote antifasciste, grenouillaient des militaires, des politiciens réactionnaires et des capitalistes qui jusque là avaient fidèlement suivis Hitler, et qui avaient parfois directement contribué à le mettre au pouvoir. La moitié des comploteurs du 20 juillet étaient étroitement associés au projet nazi, et ce qu'il reprochaient en dernière analyse à Hitler, c'était d'avoir échoué et de mener l'Allemagne à la défaite et à une révolution soviétique. Leurs documents mentionnent explicitement cette crainte : « L'heure est venue de réaliser ce projet [le putsch] car les instants suprêmes touchent à leur terme. Autrement, nous aurons à faire face à une seconde révolution de novembre 1918. » Les émissaires des conjurés promirent aux Occidentaux de retirer toutes leurs unités à l'Ouest pour les engager sur le front de l'Est. Ils avaient même prévu l'accueil de divisions aéroportées américaines à Berlin, dès qu'ils auraient réussi leur putsch, pour que la ville ne soit pas prise par l'Armée soviétique. Ces propositions furent faites directement en Suisse à Allen Dulles, chef des services secrets US en Europe. Les comploteurs espéraient ainsi parvenir à une paix séparée avec les puissances capitalistes occidentales, et ainsi sauver ce qui pouvait être sauvé de l'Allemagne impérialiste et militariste.

Les écrits du chef de la conspiration, Karl Goerdeler, sont révélateurs. En 1943, il prétend encore aux frontières de 1914 (incluant l'Alsace, la Lorraine, la Silésie, etc.) « accrues par l'intégration de l'Autriche et du pays des Sudètes ». La croisade anticommuniste est au cœur du projet :

« Je puis prédire qu'une Allemagne qui, outre une direction militaire honnête et compétente, se sera donné [avec le putsch] une direction politique — disons-le simplement — convenable, verra dans les quarante-huit heures la fin de la guerre aérienne [c'est-à-dire les bombardements anglo-américains]. Les efforts qui suivront pourront être consacrés à la réalisation d'une détente avec les Occidentaux, qui rendra possible la concentration, à l'est, de toute la puissance guerrière du peuple allemand. »

Goerdeler considère qu'en s'alliant au Japon, l'Allemagne a commis « une trahison à l'égard des intérêts des peuples de race blanche. »⁹⁸ Les motivations égoïstes de ces « résistants » chéris par l'historiographie occidentale se manifestèrent une dernière fois dans l'entrain avec lequel la majorité d'entre eux s'entre-dénoncèrent dans l'espoir de sauver leur peau.

L'occultation de la résistance communiste allemande se retrouve dans la bibliographie francophone : il n'a jamais existé de monographie en français sur le sujet, sinon une brochure jadis publiée... en RDA.

N'existent en français qu'une poignée de livres focalisés sur des aspects particuliers de la résistance antifasciste allemande en France et en Belgique, et quelques livres traitant de la résistance allemande « en général », qui réservent la portion congrue aux communistes.⁹⁹ Pour le reste, on ne trouvera mention de la résistance communiste que dans des ouvrages traitant de sujets connexes (l'espionnage soviétique, les camps de concentration, la résistance juive, la Gestapo, la guerre d'Espagne, etc.). À cette indigence, on peut opposer le nombre incroyable de livres, d'articles, d'émissions télévisées et même de films consacrés aux comploteurs du 20 juillet 1944 et au groupuscule de la « Rose blanche » composé, il faut le rappeler, d'une poignée d'étudiants et de leur professeur de philosophie.

Faut-il que les enjeux idéologiques contemporains soient importants, pour que la résistance de dizaines de milliers de communistes à l'hitlérisme soit ainsi occultée.

Cet enjeu n'est pas mystérieux : il ne se passe pas un jour sans qu'un article ou une émission tente d'accréditer le mythe des « frères jumeaux » communisme-fascisme¹⁰⁰. Même perçu sous la forme d'une lointaine menace, le communisme reste l'Ennemi pour une bourgeoisie qui, hier, a mis Hitler au pouvoir pour se protéger du « bolchévisme » et qui, aujourd'hui, se pose en championne de l'anti-fascisme. Pour mettre ainsi les choses cul par-dessus tête dans la conscience sociale, une vaste entreprise de révisionnisme historique était nécessaire : faire passer les bourgeois pour antifascistes et faire passer les communistes pour alter ego des nazis. Le succès du concept idéologique de « totalitarisme », forgé pour la circonstance, donne la mesure de cette propagande. Tout comme le succès de mythes anticommunistes répétés ad nauseam.

Prenons pour exemple le mythe du « passage » de la base ouvrière du KPD au NSDAP. Les résultats électoraux qui précèdent la prise de pouvoir par Hitler montrent que, malgré les tentatives de nazis de mobiliser le prolétariat industriel, les progrès du NSDAP se firent par l'absorption de l'électorat des deux partis libéraux qui représentaient la paysannerie et la classe moyenne, par la mobilisation des abstentionnistes habituels et des nouveaux électeurs — et non aux dépens du KPD¹⁰¹. Ce dernier progressa même au point de compter, aux élections de novembre 1932, le nombre record de cent députés. L'échec des Organisations Nationales-Socialistes d'Entreprises (NSBO) témoigne du peu d'implantation des nazis dans la classe ouvrière allemande : au printemps 1933, les élections aux conseils d'entreprises ne donnèrent que 11,7 % des suffrages aux nazis. Les ouvriers étaient le seul groupe social dont le pourcentage de membres du parti nazi était inférieur à son pourcentage dans la population totale. Les NSBO étaient paralysés par les liens privilégiés qui existaient entre la direction du parti nazi et le grand capital allemand : en avril 1933, Rudolf Hess avait interdit toute manifestation de la NSBO contre une entreprise privée, firme industrielle ou banque, sans autorisation du NSDAP.

Les Directives confidentielles pour l'accomplissement de notre lutte dans l'année décisive 1932 contre le marxisme d'entreprise insistent sur le fait que les NSBO ne sont pas un syndicat, qu'elles n'accordent aucun soutien financier aux grévistes. On y lit que :

« La tâche la plus noble des nationaux-socialistes dans les usines est la lutte pour notre mouvement et pour l'anéantissement de l'ennemi. Quelle que soit la forme sous laquelle l'ennemi vient à nous — qu'il s'agisse du KPD, du RGO [le syndicat communiste] ou des syndicats sociaux-démocrates et chrétiens semi-marxistes qui sont à leur remorque — notre combat concerne toutes ces formations [...] chaque national-socialiste est en outre obligé d'établir l'identité de chaque délégué marxiste dans l'entreprise, indépendamment de sa nuance, et de fournir son adresse exacte. Chaque fois qu'il est possible, il doit essayer d'obtenir une photographie de ces personnes [...] Si le patron est membre de notre parti, il a le droit d'être constamment mis au courant. [...] Il est aussi important de signaler à Messieurs nos camarades patrons que, face à d'éventuelles baisses indispensables des salaires, le personnel national-socialiste montrera une toute autre compréhension de la situation économique qu'un personnel excité par les marxistes. »¹⁰²

Après l'incendie du Reichstag, le régime satisfait à toutes les revendications des capitalistes : toute incitation à la grève est passible d'un mois à trois ans de prison ; les salariés n'ont pas le droit de changer d'employeur, mais les autorités peuvent les déplacer sans tenir compte de leurs désirs et sans qu'ils conservent les appointements de leur emploi précédents, les anciennes conventions collectives sont remplacés par des salaires fixés par les chefs d'entreprise, etc. Le rôle des NSBO fut d'encadrer le travailleur allemand et, à aucun moment, de représenter ses intérêts. Ceux qui eurent la velléité de faire un semblant de travail syndical furent jetés en camp de concentration pour avoir « cherché à perpétuer la lutte de classe sous les auspices du national-socialisme ». Goering prescrivait à la police « d'agir avec énergie contre les membres des cellules d'entreprise [les NSBO, donc] qui n'ont pas encore compris le véritable caractère du Troisième Reich ». On ne pouvait mieux dire.¹⁰³

La résistance du peuple allemand à l'hitlérisme fut inférieure à ce qu'espérait le KPD. L'espoir d'une insurrection générale anti-hitlérienne était très vif chez les communistes, surtout quand la défaite du III^e Reich était patente. Cet espoir se fondait sur la faillite du régime, sur la dégradation vertigineuse des conditions de vie des masses (villes bombardées, semaine de travail de 60 heures minimum, famine), et sur le précédent historique de 1918. Les dispositions militaires des organisations du KPD (jusqu'à celles opérant dans les camps de concentration) étaient conçues dans la perspective de cette insurrection populaire qui n'eut jamais lieu.

La faute n'en incombe certainement pas à la résistance communiste qui fut vaste, profonde et héroïque.

Cette résistance démontre que, quelque soit l'ampleur et la férocité de la répression, l'expérience de lutte et d'organisation du mouvement communistes donne aux révolutionnaires les méthodes permettant de traverser les pires épreuves — pourvu qu'ils fassent preuve d'une détermination suffisante. « Le pire ennemi du Parti, ce n'est pas la Gestapo, c'est la panique », répétait Erich Wollweber : les pires chaînes sont celles que l'opresseur forge dans la tête des opprimés. La résistance antinazie du KPD, menée dans des difficultés inconcevables et au prix de sacrifices inouïs, constitue non seulement une page de gloire, mais aussi une expérience précieuse pour le mouvement communiste. Cela suffit amplement à expliquer les misérables mensonges de l'histoire officielle à son sujet.

Bibliographie est-allemande

Toute l'iconographie (et une grande partie de la documentation) de ce livre provient des livres mémoriaux suivants, tous publiés en République Démocratique Allemande :

Zur Geschichte der Kommunistischen Partei Deutschlands, Ein Auswahl von Materialien und Dokumenten aus den Jahren 1914-1946. Herausgegeben von Marx-Engels-Lenin-Stalin-Institut beim Zentralkomitee der SED, Dietz Verlag, Berlin (DDR), 1955.

Zur Geschichte der deutschen antifaschistischen Wider-standsbewegung 1933 bis 1945, Ein Auswahl von Materialien, Berichten und Dokumenten, Verlag des Ministeriums für Nationale Verteidigung, Berlin (DDR), 1957.

Schaul Dora (Zusammengestellt und bearbeitet von) : *Résistance — Erinnerungen deutscher Antifaschisten,* Herausgegeben von Institut für Marxismus-Leninismus beim Zentralkomitee der SED, Dietz Verlag, Berlin (DDR), 1973.

Pech Karlheinz : *An der Seite der Resistance — Die Bewegung « Freies Deutschland » für den Westen in Frankreich (1943-1945),* Militärverlag der Deutschen Demokratischen Republik, Berlin (DDR), 1974.

Geschichte der Militärpolitik der KPD (1918-1945), Militärverlag der Deutschen Demokratischen Republik, Berlin (DDR), 1987.

Accessible sur le site des éditions Aden en libre accès :

Hitler, l'irrésistible ascension – Essais sur le fascisme, Kurt Gossweiler.

Accessible sur le site de T. Derbent : www.geocities.com/t_derbent

Notes :

1. Claude David : *L'Allemagne de Hitler*, Presses Universitaires de France, collection Que sais-je ?, Paris, 1954, p. 103.)
2. Alain Desroches : *La Gestapo*, Éditions De Vecchi, Paris, 1977, pp. 680 et 683.)
3. David Schoenbaum : *La Révolution brune : la société allemande sous le III^e Reich (1933-1939)*, Éditions Robert Laffont, collection Les hommes et l'histoire, Paris, 1979, p. 16.
4. William L Shirer : *Le troisième Reich des origines à la chute*, Éditions Stock, Paris, 1960, tome 2, p. 416.
5. Peter Hoffmann : *La résistance allemande contre Hitler*, Éditions Balland, Paris, 1984, pp. 22 et 45-46.
6. Hermann Mau et Helmut Kreisnick : *Le national-socialisme : Allemagne 1933-1945*, Éditions Casterman, collection Années tournantes, Paris-Tournai, 1962, pp. 146-159.
7. Peter Rassow : *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, Éditions Horvath, Lyon, 1963. Le chapitre sur la résistance antifasciste se trouve dans le tome 2, pp. 254-263.
8. Alfred Frosser : *10 leçons sur le nazisme*, Éditions Complexe, Bruxelles 1984, pp. 245-246.
9. François-Georges Dreyfus : *Le III^e Reich*, Le Livre de Poche, collection Référence, Paris, 1998, pp. 241-242. François-Georges Dreyfus récidive dans son *Histoire des Allemagnes* (Éditions Armand Colin) : après l'incendie du Reichstag, « la gauche est disloquée et aucune réaction ne se produit » (p. 371). Il peut dès lors ne plus parler que de la résistance des Eglises et des comploteurs du 20 juillet...
10. Gerhard Ritter : *Échec au dictateur - Histoire de la Résistance allemande*, Librairie Plon, Paris, 1956, pp.14-15.
11. Kurt Zentner : *La résistance allemande 1933-1945*, Stock, collection Témoins de notre Temps, Paris, 1968, qui ne reconnaît de valeur qu'à l'Orchestre Rouge à qui il consacre royalement une page, p. 167.
12. Henry Bogdan : *Histoire de l'Allemagne de la Germanie à nos jours*, Éditions Perrin, collection Tempus, Paris, 2003, pp. 395 et 415.
13. Allen W. Dulles : *L'Allemagne souterraine*, Éditions des Trois Collines, Genève-Paris, 1947, p. 136.

14. Les notes en bas de pages renvoient à l'historiographie occidentale francophone ; les principaux ouvrages est-allemands consultés sont énumérés dans la bibliographie en fin d'ouvrage.
15. Cf. Nicos Poulantzas : *Fascisme et dictature : la troisième internationale face au fascisme*, Éditions François Maspero, collection Les textes à l'appui, Paris, 1970, pp. 201-203. Ce souci de préserver le terrain légal/électoral cadrerait avec la ligne « légaliste » du Komintern des années 30, et ne fit pas l'objet d'une réévaluation. Au XIII^e Plénum du Komintern, en novembre-décembre 1933, Manouïlsky répondait encore, aux communistes étrangers qui critiquaient le KPD pour son peu de résistance : « si le KPD avait entrepris la lutte armée contre Hitler, il serait tombé dans la provocation. »
16. Ces contradictions éclateront bel et bien. Les SA qui parlaient de « seconde révolution » (anticapitaliste) seront épurés dès l'été 1933 et, ces purges ne suffisant pas, Hitler ordonna la « Nuit des longs couteaux » : les SS massacrèrent des centaines de SA, à commencer par leurs dirigeants (Roehm, Gregor Strasser, Ernst, etc.).
17. C'est dans un article de septembre 1924 intitulé « Sur la situation internationale » que Staline définit la social-démocratie comme l'« aile modérée du fascisme » et qu'il lance la formule célèbre : « La social-démocratie est le frère jumeau du fascisme. » Cette analyse est généralement présentée comme une des perles du stalinisme, elle est pourtant (de peu) antérieure à la mort de Lénine. Dès le 9 janvier 1924, selon une motion du Présidium de l'Exécutif du Komintern : « les dirigeants de la social-démocratie ne sont qu'une fraction du fascisme qui se dissimule sous le masque du socialisme. » [in *Les leçons des événements d'Allemagne*]. Ce qui sera développé par Zinoviev dans la partie de son rapport au V^e Congrès intitulé « La social-démocratie, une aile du fascisme ».
18. Cf. Pierre Broué : *Histoire de l'Internationale Communiste 1919-1943*, Librairie Arthèmes Fayard, Paris, 1997, pp. 530-531. Ernst Thaelmann et Heinz Neumann en seraient venus aux poings en pleine réunion du bureau politique ! L'exclusion du groupe Neumann (fin 1932) ne mit pas fin aux valse-hésitations.
19. « Thälmann », selon la graphie allemande.
20. Cf. Gilbert Badia : *Histoire de l'Allemagne contemporaine - Tome second : 1933-1962*, Éditions sociales, Paris, 1962, p. 14. Les ouvrages de Badia sont les seuls qui réservent une place décente à la résistance communiste.
21. Cf. Jan Valtin : *Sans patrie ni frontières*, Éditions Actes Sud, collection Babel, Arles, 1997, pp. 478 et suivantes. Ce livre doit être lu avec précautions ; son auteur a bien appartenu à l'appareil clandestin du Komintern, avec lequel il entra en conflit lorsqu'il reçut l'ordre de regagner Hambourg pour reconstituer les réseaux de l'Internationale des marins et dockers (ISH). Arrêté, torturé, il dénonce ses logeurs et devient un agent de la Gestapo (sans ordre du Komintern, comme il l'a écrit pour se blanchir). Devenu homme à abattre pour le NKVD et le service de sécurité (« S-Apparat ») du Komintern, Krebs s'enfuit aux États-Unis en 1937. Une biographie de Richard Krebs est paru : *Ernst Von Waldenfels, Der Spion, deraus Deutsch-land kam : Das geheime Leben des Seemans Richard Krebs*, Aufbau Verlag, Berlin, 2002.
22. La fraction parlementaire SPD était à ce vote réduite à 60 élus (sur 129). 18 élus étaient en prison, les autres en exil ou en retraite politique volontaire.
23. Cité par Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, (op. cit.) p. 59.
24. Un seul des 422 dirigeants du KPD sera défaillant. Ernst Torgler avait été le co-accusé de Dimitrov dans le fameux procès de Leipzig. Il avait souffert d'une profonde dépression lors du procès, et avait adopté une défense individuelle, refusant comme « suicidaire » la consigne du Parti d'accuser les nazis de l'incendie du Reichstag. Expulsé du KPD en 1935, libéré en 1936, il fut représentant de commerce jusqu'à la guerre et accepta un poste dans un ministère pendant celle-ci. Il finit sa vie en RFA... comme membre du SPD. Cf. Gilbert Badia : *Feu au Reichstag — L'acte de naissance du régime nazi*, Éditions sociales, collection Problèmes, Paris, 1983 pp. 245-248.
25. Rapport des Renseignements généraux du 18 mai 1933 (J.C. 5. A. 4509) exhumé par l'historienne Annie Lacroix-Riz.
26. Le KPD sortait en 1932 d'une période de purges. 4 ou 5 % de ses membres sont au Parti depuis sa fondation douze ans plus tôt, et plus de 40 % depuis moins d'un an.
27. Cf. Gilbert Badia, Jean Baptiste Joly, Jean Philippe Mathieu, Jacques Omnes, Jean Michel Palmier et Hélène Roussel : *Les Bannis de Hitler - Accueil et lutte des exilés allemands en France 1933-1939*, co-édition Études et Documentation Internationales et Presses Universitaires de Vincennes, Paris, 1984, p. 218.
28. Cf. José Gotovitch : *Du rouge au tricolore — Résistance et Parti communiste*, Éditions Labor, Bruxelles, 1992, pp. 61 et 80.
29. Six mois plus tard, en juin 1937, cette unité allait regrouper tous les interbrigadistes allemands (bataillons « Thaelmann », « André » et « Beimler »). Elle sera alors commandée par Richard Staimer (alias « colonel Richard »), un responsable KPD qui avait dirigé le syndicat des ouvriers du bois en Allemagne. Staimer eut après la guerre d'importantes fonctions dans la police populaire de la RDA.
30. Capitaine d'active en 14-18, Ludwig Renn, avait écrit un célèbre roman anti-militariste, *Krieg*. Arrêté en 1933 par les nazis, il avait profité de sa détention pour parfaire ses connaissances militaires et à sa libération, en 1936, il avait gagné l'Espagne via la Suisse. Il fit de la Centurie « Thaelmann », puis du bataillon « Thaelmann », un modèle d'efficacité. Cf. *Les écrivains et la guerre d'Espagne*, Les dossiers H, Panthéon Press France, Paris, 1975, pp. 24-25.
31. Gustav Regler fut blessé en mai 1937, à la bataille de Huesca, dans l'explosion de l'obus qui tua le commandant et le médecin de la XII^e Brigade (le général Lukacs et le Dr Heilbrunn), et qui blessa le général soviétique Batov. Regler fut remplacé par Heinrich Rau qui deviendra vice-Premier ministre de la RDA.
32. Wilhelm Zaisser deviendra ministre de la Sûreté de l'État de la RDA.
33. Hugh Thomas : *La guerre d'Espagne - juillet 1936-mars 1939*, édition définitive, Éditions Robert Laffont, 1985, p. 754.
34. Cf. Georges Soria : *Guerre et révolution en Espagne 1935-1939 - Tome 3 : Le tournant*, coéditions Robert Laffont et Livre Club Diderot, Paris, 1976, p. 309.
35. Cf. Stanislav Vaoupchassov : *Quarante ans dans les services secrets soviétiques*, Éditions du Progrès, Moscou, 1978, pp. 182-183 et 190-191. Vaoupchassov était de ces officiers du NKVD spécialisés dans la guérilla, il avait le grade de commandant dans l'Armée républicaine espagnole.

36. Cf. *Le poste émetteur clandestin allemand 29,8 - Son combat - Son succès*, Comité allemand de liaison du poste émetteur de la Liberté 29,8. L. Vannier, Paris, 1938, p. 6. Selon Gilbert Merlio (*Les résistances allemandes à Hitler*, Éditions Talladier, Paris, 2006), l'émetteur était installé en Espagne républicaine.
37. Wilhelm Pieck s'était d'abord exilé à Prague, il rejoignit Walter Ulbricht à Paris en 1936. Pieck allait devenir le premier chef d'État de la RDA.
38. Walter Ulbricht était député KPD au Reichstag, il représenta le Parti auprès du Comité exécutif du Komintern. Secrétaire du Comité central, il s'exila à Paris, puis à Prague. Il eu d'importantes fonction dans le NKVD en Espagne, pendant la guerre civile. Après la fondation de la RDA, le 7 octobre 1949, il devient représentant du président au conseil des ministres. En 1950, il devient secrétaire général du comité central du Parti et, en 1953, premier secrétaire du comité central. En 1960, il devient président du Conseil national de défense et président du Conseil d'état ; il est ainsi chef d'État de la RDA après la mort de Wilhelm Pieck.
39. Cf. Daniel Guérin : *Sur le fascisme I : La peste brune*, François Maspero, Petite collection, Paris, 1971, pp. 113-114.
40. Cf. Gilbert Badia : *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2000, p. 52.
41. Wilhelm Firl fut exécuté en août 1937.
42. Cf. Jean-Marie Brohm : *1936 - Jeux olympiques à Berlin*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1983, p. 99.
43. Cette épée du droit que fut le docteur Maunz poursuivit après la guerre, en RFA, sa brillante carrière : professeur de droit public à Munich, membre de la présidence de l'Institut de politique et de droit public, et même, de 1957 à 1964, ministre de la culture du Land de Bavière...
44. Le Westwall est le nom officiel de la ligne fortifiée surnommée en France « Ligne Siegfried ».
45. Membre des Jeunesses communistes, Heinz Kapelle avait contribué à la reconstitution de l'organisation du Parti après la prise de pouvoir par les nazis ; il est arrêté en 1934 et emprisonné pendant deux ans. À sa libération, il reforme un groupe de soixante jeunes communistes, rattaché à l'organisation berlinoise du Parti. Robert Uhrig par exemple avait été arrêté une première fois en 1934 pour avoir organisé la cellule communiste de l'usine Osram. Libéré après 21 mois de travaux forcés, il se rend à Prague où il reçoit de la centrale du KPD la consigne et les moyens (matériel, contacts) de reformer des cellules dans plusieurs entreprises berlinoises. Il retourne en Allemagne accomplir cette tâche, et parvient à créer une organisation forte d'une vingtaine de cellules d'entreprise. En février 1942, ce réseau qui s'était relié à l'organisation Hallemeyer en 1941 est durement touché : 200 militants sont arrêtés, dont plus de 50 seront décapités, mais certaines sections du réseau restent intactes et poursuivent le travail clandestin.
46. Vingt selon Gilbert Badia (*Ces Allemands qui ont défié Hitler*, op. cit. p. 106), soixante selon Cilles Perrault (*L'Orchestre rouge*, op. cit. p. 296). Ils appartenaient au réseau Harnack/Schulze-Boysen, cf. infra.
47. Cf. Gérard Sandoz : *Ces Allemands qui ont défié Hitler, 1933-1945*, Éditions Pygmalion/Gérard Watelet, Paris, 1980, p. 67. Sandoz consacre vingt pages (sur 250) à la résistance communiste.
48. Theodor Neubauer sera arrêté en 1944 et pendu le 5 février 1945 au pénitencier de Brandebourg-Görden. C'est dans ce pénitencier qu'Erich Honnecker, qui dirigea le Parti et la RDA de 1971 à 1989, fut détenu dix ans, de 1935 jusqu'à sa libération par l'armée soviétique.
49. Cf. G. Rozanov : *L'Agonie du Troisième Reich*, Éditions du Progrès, collection Essais et Documents, Moscou, s.d., pp. 16 et suivantes. Cf. aussi Badia : *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, (op. cit.), pp. 202 et suivantes.
50. Confrontée par la Gestapo avec Jacob, une militante dira : « Son visage était méconnaissable, je ne l'identifiai qu'à la forme du crâne et aux cheveux ». Cf. Gilbert Badia : *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, (op. cit.), p. 135
51. Georg Schumann sera arrêté et exécuté le 11 janvier 1945.
52. Organisation démantelée en 1944, Scharff sera exécuté à Sachsenhausen en mars 1945.
53. *Die Internationale*, revue éditée par le Comité central du KPD, n°3/4, année 1938, p. 139.
54. Roman Rubinstein avait une expérience conspirative, ayant effectué quelques missions clandestines en Allemagne. À la fin de la guerre, il commandait un bataillon entier de partisans en Saône-et-Loire. Après la guerre, il devint directeur des programmes de la radiodiffusion en RDA.
55. Cf. Jean-Léon Charles et Philippe Dasnoy : *Les dossiers secrets de la police allemande en Belgique - Tome 1 : 1940-1942*, Éditions Arts et Voyages, Lucien de Meyer éditeur, collection Inédits, Bruxelles, 1972, pp. 124, 128, 144, 194 (des exemplaires de *Die Wahrheit*, édités par le Comité « Allemagne libre », retrouvés dans le service d'intendance de la Wehrmacht), 203, 207 (où il est question du Rote Fahne).
56. Cf. Jacques Ravine : *La résistance organisée des juifs en France (1940-1944.)*, Éditions Julliard, Paris, 1973, pp. 198-199.
57. Cf. F. R. Reiter : *Notre combat - Interviews de Résistants autrichiens en France*, Le Temps des Cerises éditeurs, Pantin, 1998, pp. 109-111.
58. Cf. Donlagic Ahmet, Zarko Atanackovic et Plenca Dusan : *La Yougoslavie dans la Seconde guerre mondiale*, Interpress Medunarodna Stampa, Belgrade, 1967, p. 164.
59. Cf. Léo Gerhard : *Un Allemand dans la Résistance — Un train pour Toulouse*, Édition Tirésias, Paris, 1997. Gerhard a contribué au recueil Maquis de Corrèze par cent vingt témoins et combattants, Éditions sociales, Paris, 1971, p.397-398 et 617. Son histoire est aussi évoquée par Gilles Perrault (*Taupes rouges contre 55*, Éditions Messidor, Paris, 1986, pp. 193-205), Florimond Bonté (*Les Antifascistes allemands dans la Résistance française*, Éditions sociales, Paris, 1969, pp.233-263), et Gilbert Badia (*Ces Allemands qui ont défié Hitler*, op. cit. pp. 189-190).
60. Otto Kühne avait été le secrétaire du groupe parlementaire KPD au Reichstag. Il avait combattu en Espagne. En France, au moment des combats pour la Libération, Kühne avait sous ses ordres, en tant que lieutenant-colonel des FTP-MOI 2.500 combattants. Après la guerre, il fut en RDA gouverneur de la région du Brandebourg.
61. Maxime Steinberg : *L'Étoile et le fusil, livre trois : La traque des juifs 1942-1944, volume II*, Vie Ouvrière, collection Condition humaine, Bruxelles, 1986, pp. 176 et 188 (note 87).

62. Cf. Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski : *Le sang de l'étranger - Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Fayard, Paris, 1989, p.265. Kneler échappera aux vagues d'arrestation et achèvera sa vie en RDA.
63. Cf. Boris Holban : *Testament - Après 45 ans de silence, le chef militaire des FTP-MOI de Paris parle...* Calmann-Lévy, Paris, 1989. La légende de l'exécution se retrouve chez Bonté (Les Antifascistes allemands dans la Résistance française, op. cit. p. 319), et dans le Manouchian (Les Éditeurs français réunis, Paris, 1974, pp. 109-110) de Mélinée Manouchian qui va jusqu'à attribuer cette action à son mari. Rappelons que le livre de Boris Holban est de loin le plus complet et précis sur les FTP-MOI, et fait justice aux différents mythes anticommunistes relatifs à « l'Affiche rouge » (le PCF aurait « sacrifié » les FTP-MOI parisiens, etc.).
64. Cf. Gilles Perrault : *Taupes rouges contre SS*, (op. cit.), pp. 77-78. Ces matelots communistes désertèrent avec armes et bagages lors de l'insurrection de Paris, et combattirent (avec une centaine d'autres antifascistes allemands) pour la libération de la ville.
65. Cf. Maxime Steinberg, *L'Étoile et le fusil, livre deux : Les cent jours de la déportation des juifs de Belgique*, Vie Ouvrière, collection Condition humaine, Bruxelles, 1984, pp. 173-177.
66. Il assura pour le « S-Apparat » les liaisons entre l'organisation de Berlin et celle de Francfort, fut en 1923 le garde du corps de personnalités aussi importantes que Pinatnisky, Manouilsky, Kuusinen et Lozovsky, arrivés illégalement en Allemagne pour le Congrès de 1924 du KPD, et assura la sécurité des archives et des fonds du KPD à Francfort. Cf. S. Goliakov et V. Ponizovsky : *Le vrai Sorge*, Librairie Arthème Fayard, collection La guerre secrète, Paris, 1967, p. 111, et Nicole Chatel et Alain Guérin : *Camarade Sorge*, Julliard, Paris, p. 221.
67. Cf. Cordon W. Prague : *Le réseau Sorge*, Éditions Pygmalion/Gérard Watelet, Paris, 1987 pp. 79 et 105.
68. Klausen devint communiste après avoir été militant syndical dans l'Internationale des marins et dockers. Seuls survivants des cadres du réseau « Ramzaï » à la libération, Max Klausen et sa femme (qui avait assumé des fonctions de courrier et qui avait aussi été emprisonnée) finirent leur vie en RDA, d'abord sous le nom de Christiansen (la RDA leur ayant demandé de taire leur engagement dans le GRU) puis en reprenant leur nom lorsque les autorités est-allemandes levèrent le secret sur leur passé. Cf. Chatel et Guérin : *Camarade Sorge*, (op. cit.), pp. 65 et suivantes. Cet ouvrage est bien plus documenté sur l'itinéraire de Klausen (que les auteurs ont rencontré en RDA) que les ouvrages de Prague ou de Goliakov-Ponizovsky.
69. On trouve les biographies de Harnack et de Schulze-Boysen dans *L'Orchestre rouge* de Gilles Perrault, Édition Fayard, Paris, 1967, pp. 224 et suivantes.
70. Cité dans l'entretien entre le journaliste soviétique Lev Besimenskij et une des rares rescapées du réseau Harnack/Schulze-Boysen : Greta Kuckhoff, qui finit sa vie en RDA. Cf. L'URSS dans la seconde guerre mondiale, volume 3, Témoignages-Éditions-Diffusions, Paris, 1967, p. 536.
71. En Belgique, le technicien radio du réseau Trepper/Gourevitch était aussi un militant du KPD vétérans de l'action clandestine : Johan Wenzel. Arrêté par la Gestapo, torturé, il fit mine de collaborer à un programme d'intoxication, mais sut en avertir le CRU au moyen d'un signal convenu. Wenzel s'évada et réintégra le réseau aux Pays-Bas. Cf. Leopold Trepper : *Le grand jeu*, Albin Michel, Paris, 1965, p. 174.
72. Cf. Pavel et Anatoli Soudoplatov (avec Jerrold et Leona Schecter) : *Missions spéciales*, Seuil, Paris, 1994, pp. 167 et suivantes. Pavel Soudoplatov était responsable du Département des missions spéciales du NKVD. Cette brigade fut dissoute en 1946.
73. Les informations sur l'organisation Wollweber sont rares et toujours présentes dans des livres sujets à caution. Cf. le très douteux *Omnibus pour l'espionnage* de Kurt Singer, Éditions Marabout, Verviers, 1963, pp. 7 à 23.
74. D'abord Otto Steinhäusl, puis Reinhard Heinrich, « le bourreau de Prague », jusqu'à son exécution par des résistants tchèques, et enfin Ernst Kaltenbrunner qui fut condamné à mort au tribunal de Nuremberg.
75. Cf. *Allemagne nazie, la police belge et l'anticommunisme en Belgique (1936-1944) - un aspect des relations belge-allemandes*, une étude de Rudi Van Doorslaer et d'Etienne Verhoeven pour le Centre de Recherches et d'Études de la Seconde Guerre Mondiale (1986).
76. Cf. Nikolai Kouznetsov : *La marine soviétique en guerre (1941/1945)*, Editions du Progrès, Moscou, 1979, p. 162.
77. Après la guerre, il fut ministre de la Sécurité d'État de la RDA.
78. Ainsi Frantizek Klecka, qui fut capturé par le contre-espionnage américain en Allemagne en 1948.
79. Comme le militant de la jeunesse communiste Heinz Kessler, qui sera général dans la police populaire de la RDA. Cf. Marcel Veyrier : *La Wehrmacht rouge — Moscou 1943-1945 — « Allemagne libre » contre Allemagne nazie*, Editions Julliard, Paris, 1970, pp. 9-10.
80. Cf. Marcel Veyrier, *La Wehrmacht rouge* (op. cit.), p. 131.
81. Vesper devint, après la guerre, ambassadeur de la RDA en Hongrie puis en Tchécoslovaquie.
82. Cf. Alain Guérin, *La Résistance 1930-1950, Tome 5 : Le combat total*, Livre Club Diderot, Paris, 1976, pp. 366-367. Lingner était un célèbre illustrateur communiste qui dessina pour L'Humanité lors de son exil à Paris. Il combattit dans les maquis du Gers et décéda, en 1949, après avoir reçu le Prix national de peinture en RDA. Scholz était un cadre du KPD et ancien interbrigadiste. Il combattit dans les maquis de Savoie et sera après-guerre le premier ambassadeur de la RDA en France.
83. Cf. Henri Bernard, *L'Autre Allemagne, la résistance allemande à Hitler 1933-1945*. La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1976, pp. 290-291. Bernard prétend rendre justice à la résistance communiste allemande : il lui consacre une demi-douzaine des 300 pages de son livre...
84. Hermann Hartmann était un ouvrier carreleur communiste. Arrêté et torturé en 1933, détenu à Sachsenhausen, il fut libéré en 1940 par le régime nazi triomphant, en récompense pour son frère qui s'était montré un bon soldat lors de l'invasion de la Norvège. Hartmann reprit son activité clandestine après sa libération. Il survécut à la bataille de Breslau et finit sa vie en RDA.
85. Cf. Gilbert Badia : *Ces Allemands qui ont défié Hitler*, (op. cit.), p. 62.
86. Cf. Christian Ingrao : *Les chasseurs noirs - La brigade Dirlwanger*, Édition Perrin, Paris, 2006, pp. 57 et 113.

87. Celui qui avait été commissaire politique du bataillon « Thaelmann » et commissaire politique général pour tous les Allemands combattant en Espagne. Il avait été interné par les Français et livré par Vichy à la Gestapo. Dahlem survivra au camp, deviendra secrétaire (et responsable des cadres) du Parti et responsable des formations armées de la RDA (milices ouvrières et police populaire) avant la fondation de l'Armée Nationale Populaire (NVA).
88. Cf. Hermann Langbein, *La Résistance dans les camps de concentration nationaux-socialistes 1938-1945*, Éditions Fayard, collection Les nouvelles études historiques, Paris, 1981, p. 151
89. Cf. Hermann Langbein : *La Résistance dans les camps de concentration nationaux-socialistes (op. cit.)*, pp. 144-145. On trouve cette activité dans tous les camps : à Ravensbrück, on étudiait collectivement *L'Histoire du parti communiste d'Union soviétique (bolchevique)* ; à Sachsenhausen, c'était notamment l'ouvrage de Staline *Principes du léninisme*, etc.
90. Cf. *Sur la résistance dans les KZs et les camps d'extermination du fascisme nazi*, numéro spécial (n°62) de *Gegen die Strömung*, mai 1993 (édition française : mai 1998).
91. Cf. Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen, *Sachso*, Éditions Terre humaine, Paris, 1982.
92. En 1947, un tribunal militaire américain a condamné le sous-officier SS Wolfgang Otto à 20 ans de travaux forcés pour avoir tué de ses mains Ernst Thaelmann et cinquante autres détenus, pour avoir torturé de nombreux détenus, et pour avoir fait partie du Kommando 99 qui assassina à Buchenwald, d'une balle dans la tête, des milliers de prisonniers de guerre soviétiques. Cinq ans plus tard, Wolfgang Otto était libre et devenait professeur dans une école privée en RFA. La 2^e chambre du tribunal régional de Cologne rendit une nouvelle procédure impossible en déniait la qualité de meurtre à l'exécution de Thaelmann, « le dirigeant du KPD pouvant s'attendre à la fin qui fut la sienne, commandée par des raisons d'État »...
93. Cf. David Roussel : *Les jours de notre mort*, Union Générale d'Édition, collection 10/18, tome 3, Paris, 1974, p. 423. Témoignage de Jean-Baptiste Lefebvre, officier de liaison à la 76^e Division d'infanterie US.
94. Bertolt Brecht : extrait de *l'Éloge du travail clandestin*, extrait de la pièce *La Décision*.
95. Cf. *Le Livre brun : Les criminels de guerre et nazis en Allemagne occidentale*, publié par le Conseil National du Front National de l'Allemagne Démocratique et le Centre de Documentation des Archives nationales de la RDA, Éditions Zeit im Bild, Dresde, 1965. Ce dossier contient des centaines de biographies de dirigeants de la RFA au passé nazi particulièrement chargé.
96. Detlev Peukert : *Die KPD im Widerstand : Verfolgung und Untergrund-arbeit an Rhein und Ruhr 1933 bis 1945*, Peter Hammer Verlag, Wuppertal, 1980 ; Bernd Kaufmann, Eckhard Reisener, Dieter Schwips, Henri Walther : *Der Nachrichtendienst der KPD 1919-1937*, Dietz Verlag, Berlin, 1993 ; Nikolaus Brauns : *Schafft Rote Hilfe ! Geschichte und Aktivitäten der proletarischen Hilfsorganisation für politische Gefangene in Deutschland (1919-1938)*, Pahl-Rugenstein Verlag, Bonn, 2003 ; et quelques autres.
97. *Interrogeons l'histoire de l'Allemagne - Les idées, les forces, les décisions de la fin du 18^e siècle à nos jours. Une exposition d'histoire dans l'édifice du Reichstag, à Berlin*. 4^e édition du catalogue, édition française, Deutsche Bundestag, Referat Öffentlichkeitsarbeit, Bonn 1992, p. 362.
98. Cf. les annexes de l'ouvrage de Gerhard Ritter : *Échec au dictateur - Histoire de la Résistance allemande (op. cit.)* pp. 309, 324-325, et 327-328.
99. Les ouvrages de Gilbert Badia, on l'a vu, font seuls exception. Parmi les ouvrages récents celui de Gilbert Merlio, *Les résistances allemandes à Hitler (op. cit.)*, qui consacre à la résistance communiste vingt pages sur 453 (pp. 49-69) et 25 pages à la « Rose blanche » (pp. 214-238) et celui de Barbara Koehn, *La résistance allemande contre Hitler 1933-1945*, Presses Universitaires de France, collection Politique d'aujourd'hui, Paris, 2003, p. 59. Son saucissonnage absurde en chapitre sociologique (« la résistance des ouvriers », « la résistance de la jeunesse », etc.) permet à Barbara Koehn d'évacuer la résistance du KPD en moins de 10 pages (de la page 50 à la page 60), soit autant qu'à la « Rose blanche » (de la page 82 à la page 92). Sur son livre de 398 pages, Barbara Koehn en concède encore deux aux Jeunesses communistes et six au Comité « Allemagne libre »... Elle colporte allègrement les plus improbables ragots dès lors qu'ils servent son anticommunisme militant (Münzenberg éliminé par le NVKD, John Scheer dénoncé à la Gestapo par Ulbricht, Staline prêt à un armistice avec Hitler en 1943, etc.). Quand elle cesse de dénoncer les méfaits de Staline et de la « soldatesque soviétique » (sic), c'est pour prêter comme objectif, aux conjurés du 20 juillet, « le rétablissement de la suprématie du droit »...
100. Ce qui nous vaut cette perle de François-Georges Dreyfus : « La résistance au nazisme fut limitée comme d'ailleurs la résistance au communisme fut faible en R.D.A. de 1953 à 1989 et quasiment pour les mêmes raisons. », *Le III^e Reich*, (op. cit.), p. 241. On ne s'étonnera pas que ce livre soit dédié à François Furet...
101. Cf. Georges Goriely, 1933 : *Hitler prend le pouvoir*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1982, (et particulièrement le tableau des résultats électoraux p. 198).
102. Cf. Kurt Gossweiler, *Hitler, l'irrésistible ascension - Essais sur le fascisme*, Éditions Aden, Bruxelles, 2006, pp. 130-131. Kurt Gossweiler a déserté la Wehrmacht en mars 43 pour passer dans les rangs soviétiques. À la fin de la guerre, il entame une carrière scientifique en RDA à l'Institut de l'histoire allemande.
103. Cf. Daniel Guérin : *Sur le fascisme II : Fascisme et grand capital*, François Maspero, Petite collection, Paris, 1971, p.182.